LE BOLCHEVIK

Trimestriel
Novembre 2024

N° 237
1 €

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE — LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Le carnage sioniste s'étend

Pourquoi personne ne peut arrêter Nétanyahou ?



Alamy

Nétanyahou à l'Assemblée générale de l'ONU le 27 septembre.

Nous reproduisons ci-dessous une déclaration de la Ligue communiste internationale en date du 4 octobre.

Depuis le 7 Octobre, la machine infernale sioniste a massacré des dizaines de milliers de Palestiniens. L'escalade n'a pas cessé et aujourd'hui elle menace de provoquer une guerre régionale majeure. En avril dernier, Israël a bombardé l'ambassade d'Iran en Syrie, en juillet il a assassiné à Téhéran le chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, et depuis il s'est engagé dans une offensive contre le Hezbollah, faisant exploser des milliers de bipeurs, tuant ses dirigeants – dont Hassan Nasrallah – et menant des raids dans le Sud du Liban. Face aux crimes d'Israël, des millions de personnes ont manifesté, la Cour internationale de Justice (CIJ) a ouvert une enquête, et l'Iran et le Hezbollah ont tiré des missiles sur Israël. Cependant, rien ne semble dissuader Israël de poursuivre son escalade.

Cela s'explique en partie par le fait que le gouvernement de Nétanyahou, composé de bouchers et de fanatiques, a un objectif clair : le nettoyage ethnique des Palestiniens, du fleuve à la mer. L'obstacle auquel il fait face, c'est que, depuis plusieurs décennies, l'Iran a progressivement érodé la domination militaire d'Israël dans la région. Non seulement l'Iran a développé des armes de pointe, y compris la capacité de développer des armes nucléaires, mais il a également profité des guerres désastreuses menées par les États-Unis dans la région pour consolider un réseau de puissantes milices. Ces évolutions sont

Suite page 8

Le front républicain a pavé la voie à Barnier

Abaca Press/Alamy

Jean-Luc Mélenchon. C'est grâce à la politique de désistements menée par la France insoumise que Barnier est arrivé à Matignon.

30 octobre – Donc Macron a fini par accoucher d'un nouveau gouvernement, qui est officiellement sous le contrôle du RN d'extrême droite. Il promet un plan d'austérité comme on n'en a pas vu depuis des années, sinon des dizaines d'années, couplé à des mesures racistes contre les immigrés et contre les jeunes des minorités puisées directement dans l'arsenal du RN.

Face à cette situation dramatique, la classe ouvrière reste pour le moment passive. La démoralisation consécutive à la série de défaites qu'elle a subies depuis la lutte pour les retraites, l'impasse dans la lutte contre l'extrême droite, tout cela pèse lourdement. La journée d'action de rentrée de la CGT le 1er octobre a été l'une des plus faibles depuis longtemps. Cela souligne l'inanité des appels de l'extrême gauche pour cette journée d'action. *Révolutionnaires*, le journal du NPA-R, déclarait dans son édition du 26 septembre : « *Alors, soyons déterminés à faire du 1er octobre un succès, mais avec la conscience qu'il est désormais vital de nous doter nous-mêmes d'un plan de bataille qui se donne comme objectif de* ***mettre le pays à l'arrêt****, pour enfin arracher des victoires* » (souligné par nos soins).

Bien sûr il fallait suivre les appels à la grève là où il y en avait, mais parler de la mobilisation du 1er octobre comme d'un tremplin pour préparer une grève générale c'est un peu lunaire, et le NPA-R le sait. Il publie en effet dans le même numéro de son journal des articles qui décrivent une atmosphère dans la classe ouvrière de désabusement, de dégoût général pour la politique, de démoralisation.

De même, Révolution permanente (RP) est bien consciente du climat de démoralisation. Lors de leur « Assemblée ouverte » (ouverte à tout libéral antiraciste, fermée à toute intervention de la Ligue trotskyste) le 11 octobre à Saint-Denis, Anasse Kazib a insisté qu'il fallait reconnaître que « *personne n'a le couteau entre les dents* », qu'il y a une sorte de démoralisation parmi les travailleurs. Peu importe, deux jours auparavant RP écrivait sur son site que, face aux plans d'austérité brutale du nouveau gouvernement, il y a urgence à « *préparer une réponse à la hauteur,*

Comment faire barrage à la réaction ?

autour d'un programme qui articule revendications sociales et démocratiques, et qui ne pourra être arraché que par une grève générale ».

On pourrait en dire autant de Lutte ouvrière qui elle aussi titrait dans son journal du 27 septembre « *1er octobre : toutes les raisons de se mobiliser* », même si contrairement au NPA-R elle n'ambitionne pas plus que de « *montrer qu'on ne se résigne pas* ». Or l'atmosphère est justement à la résignation.

Le moralisme libéral dégoûte les travailleurs

Alors comment sortir de cette résignation ? Les platitudes du type RP qui se vante de son travail « porte à porte, dans les marchés », etc. pour « discuter avec les gens » afin de contrer le RN sur la base du simple libéralisme antiraciste ne servent à rien. Les travailleurs en sont venus à détester le libéralisme, la gauche et, pour certains, même l'antiracisme parce que depuis 40 ans des gouvernements libéraux de gauche les attaquent tout en administrant de tous côtés des leçons morales d'antiracisme.

Ce qu'il faut, c'est une compréhension claire des tâches que l'avant-garde doit poser aux travailleurs. Cela doit découler d'une analyse correcte de la situation. Ce qui est à l'ordre du jour c'est de faire le bilan de la défaite de l'année dernière, de l'absence de luttes pour défendre les quartiers lors de la révolte de l'été 2023, de l'impasse du mouvement pour la Palestine et du désastre des dernières élections.

D'abord encore une fois les retraites. La stratégie de l'extrême gauche était de faire pression sur la bureaucratie syndicale pour élargir les grèves (LO) ou déclencher une grève générale (les NPA et RP) ; elle a complètement échoué et on a encaissé une défaite majeure. La leçon à en tirer c'est que toute la stratégie des bureaucrates de contenir la mobilisation dans les limites de ce qui était tolérable pour la bourgeoisie ne pouvait conduire qu'à l'échec.

L'impérialisme français est aujourd'hui en décomposition avancée. L'ordre mondial libéral dominé par les États-Unis, tel qu'il a été constitué sur les décombres de la contre-révolution capitaliste en Union soviétique, est aujourd'hui remis en cause ; les États-Unis pressurent d'autant plus leurs rivaux impérialistes, dont la France, qui avaient pris part pendant trente ans au pillage sans frein du monde sous couvert de mondialisation libérale.

C'est de là que provient la rage de Macron à détruire les acquis de la classe ouvrière dans ce pays. On n'arrachera rien à cette bourgeoisie acculée sans la menacer sérieusement de tout lui prendre. Cela exige une confrontation avec le capitalisme français que ni le Front populaire ni aucune de ses composantes, ni aucune des composantes de la bureaucratie syndicale n'était ni n'est prêt à mener, car ils ont un programme procapitaliste. C'est pour cela que les bureaucrates syndicaux et les mélenchonistes ont conduit la lutte pour les retraites à la défaite. C'est pourquoi il faut une direction ***communiste*** luttant ouvertement pour chasser les bureaucrates à la tête des syndicats et les remplacer par une direction qui soit prête à en découdre avec les capitalistes. Si on ne fait pas ce bilan et qu'on ne lutte pas pour une nouvelle direction, les appels du NPA-R pour les journées d'action des bureaucrates, en vue de « mettre le pays à l'arrêt », ne permettront ni de mettre le pays à l'arrêt, ni de mettre un coup d'arrêt aux attaques qui pleuvent, ni même de sortir de la « résignation ».

Puis il y a eu les quartiers et la Palestine. Le gros du mouvement ouvrier, loin de mobiliser pour défendre les jeunes (bien souvent des enfants d'ouvriers), ni pour des grèves ouvrières contre le soutien de l'impérialisme français à la boucherie sioniste, s'est joint aux chasses aux sorcières antimusulmans et soi-disant anti-antisémites, y compris contre les mélenchonistes. Il a ainsi contribué d'autant plus à diviser encore davantage la classe ouvrière entre les ouvriers blancs et ceux soupçonnés d'être musulmans du fait de la couleur de leur peau, ce qui affaiblit tout le monde et a renforcé le Rassemblement national, comme on l'a vu lors des élections de juin et juillet.



Thomas Samson/AFP

Michel Barnier poursuit et aggrave l'austérité macroniste.

Ruffin *vs* Mélenchon : Il faut une voie ouvrière indépendante

La querelle entre le « frondeur » Ruffin, qui a finalement rompu avec LFI pour aller plus à droite, et Mélenchon résume les différences entre LFI d'un côté, et le reste de la gauche gouvernementale de l'autre. Le PCF, par exemple, s'adapte à la montée de la réaction en demandant plus de protectionnisme, plus de flics et d'« opérations XXL » dans les quartiers, en soutenant l'interdiction de l'abaya à l'école, etc. Mélenchon, lui, prône le « protectionnisme écologique » et un « combat antiraciste » qui se limite à marteler des platitudes telles que le caractère immoral de l'idéologie raciste et les avantages de la « créolisation », tout en continuant à défendre les « valeurs de la République » impérialistes. Clémence Guetté, idéologue de LFI, a récemment déclaré (*l'Humanité*, 15 octobre) qu'il serait « *illusoire* » d'avoir une stratégie pour essayer de gagner à la gauche la moindre partie des actuels électeurs du RN – notamment les travailleurs sous l'emprise de la démagogie de ce dernier. Pour LFI, ces travailleurs ne valent pas plus que ceux que la minable Hillary Clinton qualifiait il y a quelques années de « déplorables », les ouvriers blancs américains qui en avaient marre du libéralisme et de l'hypocrisie « éclairée » du Parti démocrate.

La gauche trotskyste reste jusqu'à présent incapable d'offrir à la classe ouvrière une voie de lutte indépendante face à ces deux tendances. Au contraire des élucubrations républicaines de Guetté, l'enjeu central aujourd'hui pour les révolutionnaires est de mettre en avant une voie pour unifier les travailleurs. La seule façon de le faire est de montrer ***concrètement*** aux ouvriers blancs que leurs conditions de vie et de travail – que ce soit les salaires, les retraites, l'éducation, le logement, la santé, les transports, etc. – ***n'avanceront pas d'un pouce*** si l'on ne se bat pas contre l'oppression et la ségrégation des minorités arabe et noire ; en fait, elles continueront à reculer.

Pendant des décennies, chaque acquis des travailleurs a fait l'objet d'un démantèlement méthodique par les gouvernements de droite comme de gauche. Tout au long de cette période, les dirigeants du mouvement ouvrier et de la gauche – que ce soit de la CGT, du PCF ou plus récemment de LFI, pour ne pas mentionner ceux plus à droite – se sont pliés aux exigences croissantes des capitalistes visant à maintenir un taux de profit acceptable. Dans le cadre du déclin aigu de l'impérialisme français et de la ***décroissance*** économique constante qui vient avec, ce processus ne peut conduire qu'à la paupérisation progressive de ***tous*** les travailleurs. Cette situation continuera à pousser les travailleurs blancs vers le RN, et les minorités opprimées vers le repli communautaire. On ne peut pas briser cette spirale infernale sans faire ***plier*** la bourgeoisie. Mais LFI et le PCF, tout autant que les bureaucrates syndicaux, sont fondamentalement opposés à une telle confrontation, car cela ferait trembler la République sur son socle. C'est pour cela qu'il faut commencer à se battre sérieusement pour chasser les bureaucrates syndicaux et avancer la rupture avec LFI et le PCF, dans la perspective de forger une direction révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Mais, tandis que RP s'adapte à l'antiracisme libéral de LFI, LO tourne autour du pot en insistant que la clé pour dépasser les clivages ethniques et religieux est la lutte économique suffisamment forte. Sauf que, si l'on ne se bat pas concrètement pour dépasser ces clivages, il n'y aura pas de lutte économique suffisamment forte. Le NPA-R se déchire entre ces deux alternatives. Le résultat : personne ne défie les dirigeants actuels du mouvement ouvrier, et c'est la réaction qui en sort renforcée.

Macron/Barnier : Merci Mélenchon !

Revenons-en à ces élections. On se rappelle les déclarations triomphantes du NPA-R et de RP qui se réjouissaient du soi-disant revers infligé au RN par le Front populaire, plus précisément le front républicain. Trois mois plus tard on a un gouvernement de droite prenant ses ordres auprès du RN. Quand les mélenchonistes se lamentent que l'élection a été volée par le méchant antidémocrate Macron, c'est une entourloupe pour se dédouaner de leur propre rôle. En fait les mélenchonistes ont retiré leurs candidats et lancé des appels pour faire élire Borne, Darmanin et un tas de gens comme ça. Après ils s'étonnent que ces mêmes Borne, Darmanin etc. fassent une fois élus une alliance de couloir avec le RN ? Darmanin qui trouvait Le Pen trop molle sur la question de l'immigration ? Est-ce que les mélenchonistes veulent faire croire qu'ils sont plus stupides qu'ils ne le sont ? En réalité les macronistes se positionnent sur nombre de points encore à droite de Barnier ; Darmanin a violemment attaqué l'idée de Barnier d'une petite taxe sur les plus gros trusts capitalistes, et sur Kanaky le parti macroniste a envoyé un loyaliste extrémiste protester contre la suspension *sine die* par Barnier de la révision du corps électoral qui aurait officiellement rendu minoritaires les Kanak chez eux.

Suite page 7

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Sacramento Talavera
Réalisation : A. Carcosa
Directeur de publication : Alexis Hen
Diffusion : K. Silver

Le Bolchévik est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1 000,00 €. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0925 P11506

Imprimerie : POP,
30 rue Raspail,
93120 La Courneuve



Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Grande-Bretagne : Comment les libéraux londoniens alimentent l'extrême droite



Steffan Rousseau/Alamy



Hollie Adams/Reuters

Les chevaliers du royaume, Tony Blair et Keir Starmer, se drapent de valeurs libérales « éclairées » pour mieux servir les banquiers de la City, ce qui renforce l'extrême droite.

Cet article est traduit du journal de nos camarades britanniques, Workers Hammer *(n° 254, automne 2024).*

Une fois de plus, encore un été où « la Grande-Bretagne cassée » explose en pleine figure de tout le monde. En 2015 on a eu l'été où Corbyn prenait le contrôle du Parti travailliste. Puis ce fut l'été du Brexit (cela a duré plusieurs épisodes). Puis l'été du confinement (plusieurs épisodes aussi) suivi de l'été de la crise du coût de la vie. Et là, comme si ce n'était pas déjà assez que Sir Keir Starmer entre au 10 Downing Street, on a eu l'été des hordes racistes mettant le feu à des centres d'hébergement de demandeurs d'asile et à des mosquées.

La semaine d'émeutes racistes était un sinistre avertissement de ce qui nous attend (voir en page 5 notre appel à organiser une défense basée sur les syndicats). Finalement, les manifestations antiracistes de masse s'ajoutant à une campagne massive de répression par le gouvernement travailliste ont suffi à étouffer les émeutes. Mais si certains à gauche se congratulent d'avoir « gagné », la plupart des gens savent que rien n'est résolu et ils se demandent comment la situation a pu dégénérer à ce point et, surtout, ce qu'il faut faire pour y remédier. Et il est assez évident que quelques manifestations libérales ne résoudront pas le problème de la montée de l'extrême droite. Et donc pour aller de l'avant, les socialistes doivent comprendre comment l'extrême droite est devenue une force politique aussi puissante et ils doivent en tirer les leçons.

Que disent les libéraux ? Pour certains, les émeutes ont permis de faire tomber les masques. L'universitaire Maya Goodfellow écrivait un article dans le *Guardian* intitulé « On entend constamment parler d'"inquiétudes légitimes" au sujet de l'immigration. La vérité c'est qu'il n'y en a pas » (13 août). Rivkah Brown, éditorialiste sur Novara Media (« On n'a pas besoin de "parler de l'immigration" », 14 août), écrivait que les inquiétudes à ce sujet sont fabriquées de toutes pièces et que nous devons plutôt parler de la pauvreté, de la violence faite aux femmes et d'un tas d'autres problèmes graves.

Voici l'explication classique dans ces milieux : les idées racistes sont diffusées par des fascistes comme Tommy Robinson ou des populistes racistes comme Nigel Farage, puis reprises par des politiciens conservateurs ou travaillistes ainsi que par les médias, en particulier la presse à sensation. Selon ces gens, cela s'ajoute à la pauvreté pour créer un climat où il est « acceptable » de haïr les étrangers, ce qui a conduit à la récente explosion. La solution consiste notamment à faire entrer en politique et dans les médias davantage de gens saluant l'immigration, à s'appuyer sur des faits vérifiés, à lutter contre la pauvreté et à mettre l'accent sur la solidarité de la classe ouvrière. On trouve partout des variantes de ce discours, depuis le *Guardian* jusqu'au *Socialist Worker*.

Il est certainement vrai que les politiciens et les médias ont leur part de responsabilité dans la diffusion du poison raciste. Et oui la pauvreté a tout à voir avec les émeutes. Mais rien de tout cela n'explique pourquoi, alors que la gauche se cogne le front à dénoncer la pauvreté, ceux qui la subissent se tournent non pas vers la gauche… mais vers la droite. Les libéraux de gauche doivent également réfléchir au fait que stigmatiser tous ceux qui s'inquiètent de l'immigration comme des « racistes », ça ne marche pas bien. Et au fond, dire que les émeutes sont principalement causées par Farage et la presse de Murdoch n'a pas beaucoup plus de profondeur que de rejeter la responsabilité de la désinformation sur les réseaux sociaux. En vrai les libéraux sont incapables de comprendre la cause première de ces émeutes, ni de s'y attaquer.

Ce qu'ils sont incapables de comprendre, c'est que les décennies d'austérité et d'attaques contre les travailleurs ont été menées non pas au nom de « rivières de sang », mais au nom d'idées libérales. La « liberté de circulation », la « démocratie », l'« inclusivité », « sauver la planète » et même l'« antiracisme » ont été les cris de guerre de la classe dirigeante britannique. Leur meilleure incarnation était le blairisme et l'Union européenne. Au lieu de s'y opposer, les forces censées lutter pour la classe ouvrière et le socialisme ont embrassé le libéralisme, devenant même parfois ses meilleurs défenseurs. C'est ainsi que l'extrême droite s'est imposée comme la seule force politique remettant en cause l'ordre libéral mondialisé, même si c'était à partir de la droite. Les émeutes ne sont qu'une manifestation de ce processus, qui se déroule dans l'ensemble du monde occidental.

Tant que le mouvement socialiste reste allié au libéralisme, l'extrême droite est assurée de continuer à croître. C'est particulièrement évident au sujet de l'immigration, où le mouvement socialiste est totalement imprégné d'idées libérales. Pour mieux le comprendre, il faut examiner de plus près la structure de l'économie britannique.

Immigration et pourrissement de l'économie

C'est d'abord Thatcher qui a présidé à la réorganisation de l'économie en la centrant sur la City de Londres. À partir de ce moment, la bourgeoisie britannique a mené une politique consciente de délocalisations, d'abord pour détruire les syndicats (comme le syndicat des mineurs), puis tout simplement parce que la modernisation de la vieille industrie britannique coûte plus cher que l'achat de produits bon marché à l'étranger. Tony Blair, poussé par la victoire américaine dans la guerre froide et le début de la mondialisation, a perfectionné ce changement profond tout en lui donnant un vernis social-libéral.

À l'époque où l'économie reposait sur la production industrielle, la classe capitaliste avait un certain intérêt à maintenir un réseau de transport et à fournir des soins de santé et une éducation de base à la main-d'œuvre. La plupart de ces choses ont disparu aujourd'hui, ce qui a eu des conséquences catastrophiques sur tous les aspects de la vie et a entraîné le pourrissement de l'économie.

Depuis la crise de 2008, le Royaume-Uni connaît une croissance médiocre et une productivité stagnante. Les salaires (corrigés de l'inflation) sont à peu près au même niveau qu'en 2007, soit une décennie et demie qui coûte au travailleur moyen environ 11 000 livres sterling par an (13 000 euros). Un cinquième de la population (envi-

ron 14 millions de personnes) vit dans la pauvreté ; 30 % des enfants britanniques grandissent dans la misère et ces chiffres sont en rapide augmentation. La dépense par élève est la même qu'il y a 14 ans et il y a plus de sept millions de personnes sur la liste d'attente du NHS (Service de santé national). Tout cela, et bien d'autres choses encore, est dû à une économie organisée comme une gigantesque pyramide de Ponzi.

Or une forte immigration est indissociable de ce modèle économique. Pendant les années 1990, le solde migratoire (le nombre de ceux qui arrivent moins celui de ceux qui partent chaque année) est passé de quelques dizaines de milliers à plus de 100 000 en 1998. Il a rapidement augmenté tout au long des années Blair et sous les conservateurs, atteignant des niveaux sans précédent. Ces deux dernières années ont vu un pic : 1,2 million de personnes sont arrivées en 2022 et à peu près autant en 2023 (le solde migratoire était de 764 000 et 685 000 respectivement, les immigrés « illégaux » n'en représentent qu'une infime partie).

La relation entre le délabrement de l'économie et la forte immigration est particulièrement évidente lorsqu'on examine la question du logement. La spéculation foncière – la bulle immobilière – est l'un des principaux moteurs de l'économie et l'un des moyens de se faire du fric pour les fonds d'investissement. Des sommes gigantesques sont englouties dans le marché immobilier sans aucun résultat productif. La croissance repose sur l'augmentation des prix de l'immobilier, ce qui nécessite de maintenir le parc immobilier à un niveau inférieur à la demande. Dans ce contexte, une forte immigration est utile pour maintenir la demande à un niveau élevé et trouver de nouveaux acheteurs. L'année dernière, avec un solde migratoire de près de 700 000 personnes, seuls 231 100 logements ont été construits. Pendant ce temps au moins 250 000 propriétés résidentielles en Angleterre et au Pays de Galles sont enregistrées au nom de personnes résidant à l'étranger, souvent dans des paradis fiscaux comme Jersey, l'île de Man, etc.

La spéculation immobilière est également l'une des principales raisons du faible niveau de productivité. Une société qui croît en nombre mais stagne en productivité ne peut que s'appauvrir à tous points de vue, des salaires aux infrastructures en passant par les recettes publiques. Le principal moyen d'accroître la productivité est d'investir, par exemple en construisant de nouvelles usines, en achetant des machines modernes ou en améliorant la formation. Or, depuis des années, l'investissement reste faible au Royaume-Uni, principalement en raison du coût élevé de la main-d'œuvre. Non pas parce que les travailleurs sont trop bien payés (loin de là), mais en grande partie à cause du coût du logement. Les terrains sont chers et le salaire que les employeurs doivent verser à leurs ouvriers pour qu'ils aient un toit est si élevé qu'il est plus rentable d'investir à l'étranger ou de placer son argent dans l'immobilier.

Ainsi, le fait de compter sur un flux constant de main-d'œuvre immigrée, souvent qualifiée et prête à travailler pour pas cher, devient un substitut à de véritables investissements. Qu'il s'agisse d'ouvriers du bâtiment polonais ou d'infirmières philippines, le fait d'avoir des travailleurs immigrés qualifiés formés à l'étranger signifie qu'il n'est pas nécessaire d'investir dans la formation. Comme les travailleurs migrants sont plus susceptibles d'accepter de moins bonnes conditions de travail, cela réduit également la nécessité de moderniser les installations et les processus de production. De plus, leur visa est souvent lié à leur employeur et la menace d'une expulsion plane sur leur tête s'ils causent des ennuis et s'engagent dans des actions syndicales.

Fait essentiel, cela a un impact sur les salaires. Les libéraux adorent citer des études censées prouver que l'immigration a peu d'impact sur les salaires. En effet, si l'on examine les moyennes salariales générales parallèlement aux chiffres de l'immigration on constate que les salaires n'ont pas baissé (et qu'ils ont même augmenté dans les emplois bien rémunérés). Cependant ces mêmes études ne peuvent masquer le fait que les salaires stagnent, ce qui signifie que tout le monde s'appauvrit. Deuxièmement, un réservoir de main-d'œuvre toujours croissant signifie nécessairement des salaires plus bas. Il suffit de penser à ceci : sur près de 350 000 visas de travail délivrés l'année dernière, les trois quarts sont allés à des travailleurs de la santé et des soins à la personne, qu'on peut payer 23 200 livres sterling par an, pas plus, soit 11,90 livres sterling de l'heure. Cela a un impact sur les salaires dans ces secteurs et explique pourquoi ces salaires restent si bas malgré les démissions massives pour burn-out. C'est aussi la raison pour laquelle les directeurs du NHS et des maisons de retraite « adorent » les immigrés.

Mais la pire expression du fait que l'économie est organisée autour de la spéculation financière, c'est la désindustrialisation. Du point de vue des banquiers de la City, de larges couches de la population sont inutiles et des régions entières sont laissées à l'abandon. L'économie est encombrée d'armées entières de managers, d'avocats, de consultants, d'innombrables agences parasitaires et d'« intermédiaires » qui prélèvent leur part sur tout ce qu'ils peuvent. Une grande partie de ce que l'on appelle « croissance » consiste en des consortiums qui mettent la main sur des secteurs appartenant à l'État, engrangent des bénéfices puis lui restituent ces entreprises une fois saignées à blanc et endettées (par exemple Thames Water, les compagnies de chemin de fer, etc.).

Pour des millions de personnes, la « nouvelle Grande-Bretagne » de Blair a été synonyme d'emplois au salaire minimum dans des entrepôts et dans la grande distribution, avec des « marchés du travail flexibles » faits de contrats zéro heure et d'intérim. C'est l'Union européenne qui symbolisait le mieux cette transformation avec ses plans pour imposer les privatisations, le cassage des syndicats et la « flexibilisation » de la main-d'œuvre. Il est crucial de souligner que l'extension de l'UE à l'Europe de l'Est en 2004 a entraîné une augmentation du nombre de travailleurs immigrés pouvant faire concurrence pour des emplois pénibles et mal rémunérés à un tarif encore plus bas – d'où le stéréotype du plombier polonais.

Ces transformations ont donné à l'immigration un caractère différent. Alors qu'auparavant la classe dirigeante l'utilisait pour faire baisser les salaires des ouvriers d'usine, elle est aujourd'hui devenue un élément majeur de la généralisation de la sous-traitance pour éviter l'effondrement des services publics, maintenir artificiellement les universités britanniques et alléger le déficit public. En effet, une grande partie des migrants sont des étudiants étrangers, et les universités dépendent entièrement des frais de scolarité exorbitants qu'ils doivent payer. La production de diplômes de qualité souvent douteuse est devenue l'un des principaux produits d'exportation du Royaume-Uni, entretenant un vaste réseau universitaire parasitaire. De plus, les immigrés doivent payer des frais de dossier considérables ; ils utilisent peu de services publics et de prestations sociales alors qu'ils paient beaucoup d'impôts. C'est une vache à lait pour l'État ; le Bureau pour la responsabilité budgétaire estimait par exemple en mars qu'une immigration nette plus importante que prévu réduirait les emprunts nets de 7,4 milliards de livres sterling en quatre ans.

Les démagogues anti-immigrés qui affirment que l'immigration est la cause des problèmes de la Grande-Bretagne ont tort. C'est le capital financier parasitaire. Mais de faire venir un nombre toujours plus grand de migrants dans une économie en putréfaction n'a rien de « progressiste ». Cela ne fait qu'aggraver les problèmes existants tout en créant un terrain fertile aux sentiments anti-immigrés et à la violence pogromiste. La raison principale pour laquelle l'hystérie raciste à l'encontre des réfugiés a autant d'écho, c'est que ces derniers, comme on leur interdit de travailler, sont logés aux frais de l'État dans des villes dévastées, au sein desquelles des millions de personnes arrivent à peine à manger trois repas par jour ou à chauffer leur appartement. Les libéraux qui simplement saluent l'immigration et qualifient de « raciste » quiconque exprime la moindre préoccupation à ce sujet ne font que défendre le statu quo et pousser des millions de personnes dans les bras de démagogues racistes.

Pour leur part, les politiciens racistes qui font porter la responsabilité sur les immigrés et qui prétendent réduire drastiquement leur nombre n'ont pas de réponse au problème. Dans la structure économique actuelle, réduire l'immigration risque de faire sombrer toute l'économie. Non seulement les immigrés sont vitaux pour des secteurs entiers, mais une réduction substantielle de l'immigration réduirait considérablement la croissance du PIB et ferait inévitablement éclater la bulle immobilière, provoquant une fuite des capitaux et, par conséquent, l'effondrement de l'ensemble de ce système pyramidal. C'est pourquoi les gouvernements se succèdent sans réduire les chiffres, malgré leurs promesses, et ils préfèrent s'attaquer aux migrants « illégaux ».

Il n'y a pas de solution à la question de l'immigration, pas de « bons chiffres », tant que l'économie est organisée autour de la City, ce parasite géant. La seule voie progressiste consiste à extirper ce cancer et à réorganiser l'économie sur la base d'un plan rationnel de ***réindustrialisation***. Seul le mouvement ouvrier peut porter ce projet. Mais pour cela, il doit se débarrasser de tous les libéraux et travaillistes qui sont les architectes du statu quo.

La fonction politique des libéraux

Qu'entendons-nous par « libéraux » ? Ce terme large inclut les défenseurs de l'ordre postsoviétique dirigé par les États-Unis et bâti autour de l'UE, de l'OTAN et de l'ONU ; ceux qui défendent la démocratie libérale, les idées des « droits de l'homme », « un ordre basé sur le droit international », la liberté de mouvement et du capital, etc. Pensez à James O'Brien, à pratiquement tous les chroniqueurs du *Guardian*, à Blair et à tous les blairistes, au Parti vert, aux libéraux-démocrates et même à une aile des conservateurs (par exemple Cameron).

Pour l'élite de ce pays – les capitalistes rentiers, les propriétaires fonciers et les aristocrates, les grands banquiers et les propriétaires de fonds spéculatifs qui pillent des pans entiers de la planète –, le libéralisme a toujours été l'idéologie privilégiée pour justifier tout leur modèle social et économique. Après la guerre froide, l'anticommunisme a cédé la place à un néolibéralisme « éclairé ». Fondé sur les institutions européennes et la mondialisation, il a trouvé de nombreux défenseurs dans les classes moyennes.

La fonction particulière des libéraux est de donner une coloration « progressiste » au fonctionnement du capital financier et de présenter le statu quo sous un jour plus favorable. La force du libéralisme réside dans sa capacité à absorber et à neutraliser le mouvement ouvrier. Il suffit de penser à tous les mouvements de protestation de gauche des trois dernières décennies. Tout en étant en conflit avec

le statu quo, ils étaient tous bâtis sur des platitudes libérales et ils étaient dirigés par des mollassons travaillistes, ce qui explique leur impuissance.

Maintenant que l'ordre libéral dominé par les États-Unis est sur le déclin, on assiste à un retour de bâton de la droite de plus en plus marqué contre le libéralisme. De nombreux soi-disant experts d'extrême droite, relayés par des pans de plus en plus importants de la bourgeoisie, voient dans les idées et les institutions libérales un frein à l'austérité, à la poursuite du soutien à Israël ou à la nécessité du réarmement. En retour, cela provoque une hystérie accrue de la part des défenseurs du libéralisme, une dynamique qui est à l'origine des « guerres culturelles ».

Quant aux libéraux de gauche, c'est-à-dire ce que sont devenus la majeure partie de l'extrême gauche, ils peuvent dénoncer le capitalisme et le capital financier et même parler de socialisme. Mais ce qu'ils sont incapables de dénoncer c'est la façon dont la bourgeoisie utilise le multiculturalisme, l'antiracisme et toutes sortes d'idées libérales et « progressistes » pour pousser les intérêts du capital financier. Un bon exemple de cette tendance serait le groupe autour de Novara Media ou la plupart de la gauche trotskyste.

Face à une droite grandissante et au nom d'idées « progressistes », ils finissent par s'allier politiquement aux libéraux et aux bureaucrates syndicaux et, ainsi, à la bourgeoisie elle-même. C'est ce qui a permis la montée de l'extrême droite. Des millions de travailleurs voient dans la gauche des libéraux arrogants défendant des politiques qui ont dévasté leur existence, et considèrent l'extrême gauche – qui s'accroche aux libéraux – comme complice. Ils se tournent donc vers les démagogues de droite qui sont les seuls politiciens à s'opposer à l'ordre libéral et à paraître prêts à le combattre. Mais soyons concrets et examinons l'histoire récente.

La gauche et la montée de l'extrême droite

Comme nous l'avons décrit précédemment, Tony Blair et le « Nouveau Parti travailliste » ont le mieux incarné l'époque triomphante du libéralisme postsoviétique en Grande-Bretagne. Propulsé par le boom des années 1990, Blair a poursuivi le modèle économique du thatchérisme avec une touche de social-libéralisme. Les privatisations, les fermetures d'usines, l'intégration européenne, l'augmentation de l'immigration et le bombardement de l'Irak ont été menés parallèlement à des avancées juridiques pour les homosexuels, à des politiques supposées antiracistes et à la parité hommes-femmes. Blair n'a pas écrasé les syndicats mais en a convaincu les couches supérieures qu'ils devaient se « moderniser » (c'est-à-dire se soumettre). Ainsi malgré des chamailleries occasionnelles (comme sur l'Irak), le gouvernement Blair/Brown a mené des attaques catastrophiques avec le soutien tacite des chefs du mouvement ouvrier et avec une gauche faible et désorientée.

La coalition de David Cameron avec les libéraux-démocrates n'a pas représenté une rupture avec le modèle blairiste mais plutôt une continuité. L'intégration européenne, ajoutée à une forte immigration, est allée de pair avec des mesures d'austérité dévastatrices. Une fois de plus, les chefs de la classe ouvrière liés aux dirigeants blairistes se sont montrés impuissants à monter une véritable opposition au gouvernement et sont pour l'essentiel restés les bras croisés pendant que les travailleurs se faisaient saigner.

Mais rien n'incarne mieux l'alliance perfide des chefs de la classe ouvrière et de la gauche avec la City de Londres que la question du Brexit. Pour des millions de travailleurs rien ne symbolisait mieux l'ère libérale, la dévastation qu'elle apportait et le mépris des libéraux envers la destruction de la Grande-Bretagne ouvrière que l'UE soutenue par la quasi-totalité de l'establishment politique. Et les chiffres élevés de l'immigration dans une économie appauvrie étaient directement liés à l'UE – et pas seulement dans la bouche des démagogues. Nigel Farage découvrit rapidement le potentiel qu'il y avait à exploiter la colère à l'égard de l'UE et des élites londoniennes en enrobant tout ça dans une rhétorique anti-immigrés et patriotique. L'UE et l'immigration devinrent ainsi des thèmes dominants dans la politique britannique, obligeant les conservateurs à réagir.

Entre-temps Corbyn prenait la direction du Parti travailliste. Ce fut un séisme politique marquant une rupture avec les années blairistes. Propulsé par un énorme mécontentement et confronté à une incessante insurrection blairiste, Corbyn se donna pour priorité de préserver l'unité du parti. Cela voulait dire faire campagne pour l'UE alors qu'il s'était toujours opposé à elle. C'est ainsi que la quasi-totalité de la gauche se rangea derrière Corbyn et donc nécessairement derrière l'opposition au Brexit. Même les chefs syndicaux de gauche qui soutenaient le Brexit soutenaient en même temps le dirigeant de la campagne travailliste d'opposition au Brexit. Il en est résulté une bipolarisation calamiteuse.

D'un côté, l'essentiel de la bourgeoisie britannique, l'establishment londonien, les libéraux-démocrates, les travaillistes et la plupart des dirigeants conservateurs – c'est-à-dire presque tous ceux qui avaient un quelconque pouvoir – étaient unis derrière l'UE. Les libéraux lancèrent une campagne de chantage prédisant l'apocalypse en cas de victoire des pro-Brexit et, avec l'aide de la gauche travailliste, ils mobilisèrent les immigrés et les antiracistes en présentant la lutte pour l'UE comme l'option « progressiste » et « pro-immigrés » contre les « racistes » pro-Brexit.

De l'autre côté, le camp du Brexit pouvait puiser dans le profond ressentiment dans la classe ouvrière avec le slogan ultra-efficace « Reprenez le contrôle », qui répondait à ses frustrations tout en les canalisant contre l'immigration. Comme les travailleurs faisaient face à un front uni de la quasi-totalité de l'élite politique et économique, beaucoup dirent « Allez vous faire foutre ». Et à juste titre. Pour des millions de travailleurs, les opportunistes de la campagne du Brexit, pourtant issus des universités d'élite d'Oxford et Cambridge, étaient plus proches d'eux que les huiles du Parti travailliste.

Que Corbyn et la majeure partie de la gauche avec lui aient fini par soutenir le camp pro-UE fut une énorme trahison. Elle scella l'alliance du mouvement ouvrier avec le capital financier et donnait à la droite le monopole de l'opposition à l'UE. Cela aliéna davantage la classe ouvrière blanche et sa composante non blanche car beaucoup de travailleurs non blancs et d'antiracistes, même s'ils n'étaient pas remplis d'amour pour l'UE, se sentirent obligés de soutenir les pro-UE, principalement en raison du racisme pur et simple de la campagne des pro-Brexit.

Les libéraux montrèrent leur vrai visage en attisant l'hystérie contre les régions qui avaient voté pour le Brexit. Soudain, de nombreuses personnalités pro-UE « progressistes » et « respectables » se mirent à déverser leur haine sur les travailleurs « ignorants », « arriérés » et carrément « stupides » qui ne les avaient pas écoutés.

En fin de compte Corbyn, refusant de tracer une ligne dure contre les blairistes et paralysé par sa politique de conciliation, finit par mener la campagne électorale de 2019 comme le candidat favorable à un second référendum. (Pour en savoir plus sur la chute de Corbyn, voir l'article « Pourquoi la gauche est-elle si faible et divisée ? », *Workers Hammer* n° 252, printemps 2024). Peu importe que le manifeste de Corbyn de 2019 promettait monts et merveilles, des millions d'électeurs de la classe ouvrière voyaient dans le slogan de Boris Johnson « Faisons le Brexit » ce pour quoi ils avaient voté et ce qui leur était constamment refusé par les libéraux londoniens.

La pandémie de Covid éclipsa rapidement la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE. Et une fois de plus, l'alliance de la gauche avec les libéraux et la bourgeoisie se montra en pleine lumière. Les confinements, en Grande-Bretagne comme ailleurs, se sont révélés désastreux pour les travailleurs, avec des conséquences qui se font encore sentir. Une étude récente du Centre pour la justice sociale montre que les confinements « *ont eu un effet catastrophique sur le tissu social de la nation* », au point que « *le Royaume-Uni court le risque de retomber dans les "deux nations" de l'ère victorienne* », avec une sous-classe de millions de personnes incapables de sortir du dénuement total. Si vous cherchez la cause sous-jacente derrière les émeutes racistes, la voilà.

Mais les défenseurs les plus virulents des confinements de Johnson ne se trouvaient pas à droite, mais à gauche et parmi les libéraux qui, au nom de la

Libéralisme chez nous

LO, RP sur l'UE et les confinements

« Ce n'est pas contre l'Union européenne qu'il faut se battre, mais pour une véritable Europe des travailleurs. »

– *Lutte Ouvrière*, 20 mars 2024

« L'extrême-gauche est donc divisée devant la position à adopter face à une éventuelle sortie de l'UE à l'issue du référendum du 23 juin [2016]. Alors même qu'elle aurait pu se saisir de ce référendum pour dénoncer ensemble et de manière militante le fait qu'il s'agit d'une dispute bourgeoise et pour refuser d'y prendre part. »

– Révolution permanente sur le Brexit, 20 juin 2016

« [...] chacun d'entre nous mesure la gravité de cette épidémie et l'enjeu à respecter les mesures de confinement pour se protéger et protéger les autres [...]. Il faut obtenir, collectivement, l'arrêt immédiat des entreprises non indispensables à la lutte contre l'épidémie et à la vie sociale. »

– *Lutte Ouvrière*, 25 mars 2020

« Voilà déjà une mesure importante que seules les bases pourront imposer par l'exercice de leur droit de retrait : l'arrêt de toutes les entreprises non-nécessaires qui permette un véritable confinement pendant lequel les salaires sont intégralement versés. »

– RP, 21 mars 2020

Émeutes racistes : Organisons une défense syndicale de masse !

Ce tract du 6 août de nos camarades britanniques a été reproduit dans Workers Hammer *n° 254, automne 2024.*

Le déchaînement fasciste contre les mosquées et les centres d'hébergement de demandeurs d'asile peut et doit être stoppé. La question est de savoir comment.

Pas en se tournant vers le gouvernement Starmer, qui est arrivé au pouvoir en soutenant le génocide sioniste contre les Palestiniens et en promettant l'expulsion rapide des migrants. Il est suicidaire de compter sur les flics pour défendre les mosquées ou les centres d'hébergement ; la force de l'État s'abattra dix fois plus brutalement sur les manifestants propalestiniens et les minorités que sur les fascistes.

Pas par des manifestations libérales impuissantes scandant « les réfugiés sont les bienvenus ici » alors que les centres d'hébergement se font incendier.

La seule force vers laquelle nous pouvons nous tourner est le mouvement syndical. Ce qu'il faut, c'est que les sections syndicales tendent la main aux mosquées locales, aux centres d'hébergement et aux quartiers où vivent les minorités et qu'elles organisent leurs membres pour qu'ils participent à leur défense. Les chefs syndicaux ont prononcé de belles paroles sur la nécessité de la solidarité avec les mosquées et les centres de réfugiés, mais les laquais de Starmer ne les transformeront pas en réalité. C'est aux membres des syndicats d'agir ! Parlez à vos collègues et agissez dès maintenant pour vous préparer à d'autres provocations des fascistes.

« science » et pour « sauver des vies », soutenaient hystériquement l'enfermement de toute la population. Toute la direction de la classe ouvrière, au lieu de lutter contre le gouvernement et de défendre la santé et les moyens de subsistance des travailleurs, annula des grèves et devint la courroie de transmission des décrets du gouvernement. Une fois de plus, l'extrême droite se retrouvait en monopole d'opposition au gouvernement. Des manifestations de masse furent organisées à Londres, n'attirant pas que des adeptes dérangés du complotisme mais des dizaines de milliers de travailleurs ordinaires qui n'en pouvaient plus des conséquences économiques et sociales des confinements. Dans beaucoup de ces manifestations nous étions le seul groupe socialiste présent alors que toute la gauche, des libéraux aux socialistes, crachait sur les manifestants en les qualifiant de « fascistes » qu'il fallait écraser.

Avance rapide jusqu'à la vague de grèves de 2022-2023 : elle représentait une formidable occasion de renverser la vapeur et de redonner au mouvement ouvrier une force réelle. Au lieu de cela, la vague de grèves fut entraînée vers la défaite par les chefs des syndicats. Ce n'est pas par accident que le slogan de la campagne de la gauche « Assez c'est assez » lancé par Mick Lynch, Dave Ward et des députés travaillistes de gauche en 2022, puis sabotée par eux dès qu'elle eut rencontré un soutien enthousiaste, est devenu un cri de ralliement lors des récentes manifestations et émeutes anti-immigrés. La défaite de la vague de grèves a affaibli le mouvement ouvrier tout en contribuant à pousser la société encore plus vers la droite.

Et aujourd'hui ces mêmes chefs syndicaux, de concert avec la plupart des libéraux, viennent d'élire Sir Keir Starmer, un avocat technocrate et anti-ouvrier du Nord de Londres qui ne résoudra aucun des problèmes de ce pays et ne fera qu'alimenter la montée de la réaction.

Du blairisme au Brexit, à la pandémie et au sabotage de la vague de grèves, à chaque étape des grands événements politiques des deux dernières décennies, la gauche et les chefs de la classe ouvrière se sont retrouvés en alliance avec les libéraux et les blairistes contre la classe ouvrière. Le résultat en est un affaiblissement sans précédent du mouvement ouvrier, une totale impuissance de la gauche socialiste et une extrême droite qui bénéficie du soutien de masses entières de travailleurs appauvris et en colère – ce qui a conduit au déferlement raciste de cet été.

La tâche des socialistes : La scission avec les libéraux

La menace immédiate de hordes racistes ciblant les mosquées, les centres d'hébergement des réfugiés et les personnes non blanches devait être contrée par une défense de front unique de masse centrée sur les syndicats. Le front unique, même avec des libéraux, est essentiel pour défendre les minorités et pour renforcer l'unité de la classe ouvrière et des opprimés.

Cela dit, la lutte plus large contre l'extrême droite doit être menée en opposition politique totale et inconciliable aux libéraux londoniens et à tous ceux qui, au sein du mouvement ouvrier, concilient ces gens. Le mouvement ouvrier ne peut pas rallier les membres de la classe ouvrière attirés par Reform UK (le parti de Nigel Farage) s'il maintient l'unité avec les libéraux. Le fascisme doit être vaincu dans la rue, mais Reform UK doit être vaincu ***politiquement*** en proposant une réponse ouvrière à la « Grande-Bretagne cassée » en opposition à l'extrême droite ***et*** aux libéraux. C'est là que réside le problème avec la tactique de Stand Up to Racism [Debout contre le racisme – SUTR] et du SWP, qui vont aux meetings de Farage pour les perturber en hurlant des insultes. La plupart de la classe ouvrière pense que c'est ridicule (ça l'est) et cela ne fait que renforcer l'attrait de Farage.

Le mouvement socialiste n'a aucun intérêt à soutenir les quotas d'immigration – comme le fait le Workers Party de Galloway. Cela ne fait que diviser davantage la classe ouvrière entre les Britanniques et ceux qui sont nés à l'étranger. Cependant, le mouvement socialiste ***n'a pas non plus intérêt à soutenir la politique actuelle de forte immigration***. Les travailleurs qui ont des inquiétudes sur l'immigration ne doivent pas être ignorés avec dédain ; il faut au contraire les amener à réaliser que la putréfaction de l'ensemble de l'économie est causée par la City de Londres. Les libéraux qui saluent l'immigration, qui défendent l'UE et la Cour européenne des droits de l'homme tout en qualifiant hystériquement de « racistes » tous ceux qui s'y opposent, doivent être démasqués comme des laquais du statu quo.

Et c'est là le problème politique plus large de SUTR et du SWP. Leurs mots d'ordre et leur politique sont tous orientés vers ces mêmes libéraux et agissent comme un repoussoir pour les travailleurs. Prenons leur mot d'ordre central, « Les réfugiés sont les bienvenus ici. » Ce slogan apparaît à de nombreux travailleurs comme une défense pure et simple du statu quo, comme un appel libéral et comme une attaque contre eux et non contre la classe dirigeante.

Bien sûr que le mouvement ouvrier doit défendre les réfugiés et s'opposer aux déportations. Mais il est important de savoir comment les réfugiés sont accueillis et dans quel but. Les réfugiés doivent être accueillis de manière à renforcer l'unité de la classe ouvrière contre la bourgeoisie – dont le système économique tout entier crée des masses de réfugiés. Au lieu de cela, le slogan « Les réfugiés sont les bienvenus ici » cible principalement la frustration légitime ressentie par des millions de personnes dans les villes dévastées où les bureaucrates de Whitehall envoient les demandeurs d'asile. En même temps, cet appel est parfaitement acceptable pour les libéraux londoniens et même les grands capitalistes – en particulier lorsqu'il s'agit de réfugiés d'Ukraine ou de Hong Kong. Il en va de même pour les slogans tels que l'« ouverture des frontières ». Cela revient littéralement à demander une version plus extrême de la politique d'immigration actuelle et vise non pas à renforcer l'unité de la classe ouvrière contre les capitalistes mais à stigmatiser les travailleurs inquiets de l'immigration.

Ce qu'il faut faire, c'est une campagne exigeant la syndicalisation en masse des travailleurs étrangers (largement abandonnés par les syndicats), ainsi que l'expropriation de la City et la réindustrialisation de la Grande-Bretagne. Une lutte pour loger les réfugiés ***et*** les travailleurs sur les terres de la monarchie et les propriétés enregistrées dans les paradis fiscaux ferait davantage pour unir les immigrés et la classe ouvrière blanche que les appels libéraux de SUTR. Cependant, cela ne manquerait pas de hérisser les libéraux et les bureaucrates syndicaux qui financent SUTR.

D'autres, comme le Parti socialiste ou Alternative socialiste, appellent à s'opposer au racisme et avancent des revendications comme « des emplois, des logements et des services pour tous » ; ils ont quelque part conscience que la réaction raciste est alimentée par la pauvreté. Ils ont appelé les syndicats à organiser une manifestation de masse contre le racisme. Ce ne serait pas une mauvaise chose que les chefs syndicaux fassent réellement quelque chose, pour une fois. Mais, encore une fois, rien de ce que font ces groupes ne cherche à amener le mouvement à rompre avec les libéraux. Ils se sont simplement mis à leurs basques, comme le montre leur soutien sans faille à Corbyn, à la bureaucratie syndicale ou aux confinements.

Et surtout leur moyen d'action est toujours la bureaucratie syndicale et les travaillistes de gauche, depuis Mick Lynch jusqu'à Jeremy Corbyn, qui sont littéralement responsables des désastres de ces dernières années. Au lieu d'adresser des revendications à ces gens afin de les ***démasquer*** comme des ***obstacles*** dans la lutte contre l'extrême droite et de ***dissiper*** les illusions dans ce genre de personnes, leur perspective tout entière est toujours basée sur l'espoir désespéré de voir ces travaillistes encroûtés jouer un rôle progressiste.

La question qui se pose pour les années à venir est de savoir qui va canaliser l'immense colère qui bouillonne au fond de la « Grande-Bretagne cassée ». Est-ce que ce sera l'extrême droite qui s'en prendra aux immigrés et aux musulmans ? Ou est-ce que ce sera la classe ouvrière multiraciale contre les capitalistes et l'establishment ? La course a déjà commencé et la gauche est en train de la perdre parce qu'elle ne se distingue pas des libéraux. Le mouvement socialiste doit se tenir debout, ce qui exige de rompre avec toutes les sortes de libéraux et de refuser l'unité avec quiconque les concilie. L'heure tourne. ■

La LCI répudie l'expulsion de sa section polonaise

En avril 2019, le Comité exécutif international (CEI) de la LCI a exclu deux membres du Spartakusowska Grupa Polski (SGP) pour « violations du centralisme démocratique », liquidant ainsi la section polonaise. On trouvera ci-dessous une motion adoptée en mars dernier par le CEI élu lors de la VIII Conférence internationale de la LCI, acceptant le recours en appel de la section polonaise pour faire annuler son exclusion bureaucratique.

Motion : D'accepter le recours en appel du SGP et d'annuler son exclusion. Le CEI est d'accord avec la caractérisation suivante, faite par Wartecki et Jedniak, de leur exclusion en mars 2019 :

> « Nous ne sommes pas d'accord avec la décision du SI [Secrétariat international] et nous pensons que, sous prétexte d'un incident anodin, le SI a mis fin à une discussion interne qui ne lui convenait pas. » (Motion du SGP du 24 mars 2019 citée dans la lettre de Jedniak et Wartecki du 17 septembre 2023)

L'« incident anodin » en question était l'envoi d'un SMS à un non-membre au sujet de frustrations à l'égard du parti, ce qui ne constituait pas une collaboration politique, contrairement à ce que soutenait le SI à l'époque. Il est vrai que le camarade Wartecki n'aurait pas dû faire cela, ainsi qu'il l'a reconnu à l'époque, mais cet acte ne justifiait pas l'exclusion.

L'exclusion de Wartecki et de Jedniak signifiait la liquidation de la section polonaise de la LCI. Nous sommes d'accord, en outre, avec l'argument des camarades polonais soutenant que la décision constituait une violation des statuts de la LCI qui stipulent que « les sections ne peuvent être acceptées ou exclues de la LCI que par la conférence internationale ou par décision du CEI soumise à la ratification de la conférence internationale suivante » (article IV).

Cette décision était la conséquence bureaucratique d'un programme révisionniste vis-à-vis de la Pologne, qui rendait la LCI fondamentalement incapable de s'adresser à l'oppression nationale de la Pologne et à la bureaucratie stalinienne, et donc incapable de traiter les diverses questions politiques soulevées à plusieurs reprises par les camarades. Partant de ce cadre révisionniste, nous les avons ensuite calomniés en les qualifiant d'arriérés sur la question femmes et la question juive, de stalinophobes et de capitulards devant le nationalisme polonais.

Nous notons que les camarades de l'ex-SGP ne souhaitent pas, pour le moment, être membres de la LCI. Nous cherchons à ouvrir des discussions avec les camarades polonais sur ce qui constitue une perspective révolutionnaire pour la Pologne d'aujourd'hui et sur les tâches des marxistes dans ce contexte. Nous devons faire publiquement état dans le prochain numéro de *Spartacist* de cette décision sur leur recours en appel y compris, et c'est important, du caractère calomnieux de nos soi-disant critiques de leur politique.

Barnier...

Suite de la page 2

Les mélenchonistes peuvent déposer toutes les motions de censure et de destitution qu'ils veulent, ils sont responsables pour avoir porté ce gouvernement au pouvoir. Hollande a raison de dire que LFI préférait ne pas accéder tout de suite au gouvernement. En effet ils se seraient tout de suite démasqués en prenant des mesures anti-ouvrières pour sauver les finances du capitalisme français. Ils se seraient discrédités en quelques mois et pour des années. LFI mise plutôt sur la présidentielle. Or, une fois au pouvoir, elle fera nécessairement ce qu'elle a promis de ne pas faire, tout comme ses prédécesseurs mitterrandiens, jospiniens, hollandais.

Barnier est à Matignon sur la base des suffrages des travailleurs obtenus du fait des mélenchonistes, car ce ne sont pas des appels de François Hollande ou Macron au front républicain qui auraient motivé beaucoup de travailleurs à voter pour ces gens-là. Barnier donc va d'autant mieux attaquer les travailleurs que ceux-ci sont démoralisés parce que leur propre direction les a appelés à lui apporter leurs voix. C'est ça qui pave la voie au RN d'autant plus sûrement aux prochaines élections, lesquelles probablement ne tarderont pas. On n'aura pas gagné du temps. La classe ouvrière risque au contraire de se retrouver lors de l'accession au pouvoir de Le Pen dans une situation encore plus faible qu'elle ne l'était avant les dernières élections.

C'est pour cela qu'il fallait lutter pour un pôle ouvrier anti-RN dans ces élections. Dans notre dernier journal (*Le Bolchévik* n° 236, août 2024), nous expliquons comment nous sommes intervenus lors des élections dans ce but, y compris en appelant le NPA-R, LO et RP à présenter des listes communes opposées non seulement à Le Pen mais à LFI aussi. Nous avons appelé à voter pour eux parce qu'ils se disaient opposés au Front populaire, et nous avons appelé à l'abstention au deuxième tour. Malheureusement ces trois groupes, au contraire, se sont couchés au deuxième tour devant le Front populaire ou tout au moins son aile gauche.

LO, NPA-R, RP : Le vote LFI/PCF n'était pas anodin

Le résultat, c'est qu'on est toujours au point zéro pour construire un pôle ouvrier anti-RN. Beaucoup de militants du NPA-R ne comprennent pas la signification de leur propre appel à voter PCF/LFI. Ils croient qu'ils sont absous parce qu'ils ont continué entre les deux tours à critiquer les mélenchonistes et qu'ils ont continué à dire qu'on ne fait pas barrage au RN en soutenant le front populaire ; mais alors pourquoi voter pour eux, on se le demande vraiment ?

Critiquer les mélenchonistes n'est pas suffisant, des millions de gens critiquaient le front républicain mais ont voté pour lui parfois « en se bouchant le nez ». La question, c'est de s'opposer à LFI, frontalement. Si on ne le fait pas, on alimente l'idée qu'après tout c'est déjà faire un petit quelque chose contre le RN, alors qu'en réalité c'est ainsi qu'on alimente la démoralisation dont se nourrit le RN. L'argument du NPA-R, et souvent de LO, est que des collègues, notamment d'origine immigrée, ont très peur du RN, à juste titre, et par solidarité avec eux on peut ou même on doit les accompagner en ne se dressant pas contre la pression de voter NFP. Mais si on a un collègue qui emprunte une voie qui mène droit dans le mur, doit-on l'« accompagner » jusque dans le mur ou doit-on au contraire non seulement le mettre en garde mais lui dire de faire immédiatement demi-tour ? Qui sont les vrais amis de ces collègues ?

Il faut se ressaisir en commençant à construire une véritable opposition ouvrière au front populaire. Celui-ci n'est pas un demi-pas contre le RN, c'est au contraire ce qui lui pave la voie ; il faut arrêter de refaire les expériences à la Hollande, Mitterrand, Jospin. Les travailleurs ne vont commencer à prendre au sérieux les groupes se réclamant du trotskysme que dans la mesure où ils se positionnent clairement contre le front populaire et tout particulièrement son aile gauche, sans quoi ils continueront à se fier à LFI, qui les ramènera derrière les PCF, les Castets, les Hollande, etc. (D'ailleurs les éphémères succès électoraux de Besancenot et Laguiller en 2002 étaient directement en rapport avec le fait qu'un nombre significatif de travailleurs voyaient en eux une opposition de gauche au gouvernement PS-PCF-Verts agonisant de Jospin.)

Face à ce désastre, la première tâche est de faire le bilan de ces défaites et de leurs causes. Or pour le moment l'extrême gauche refuse de le faire, ce qui mènera à de nouvelles défaites. Elle s'est empressée de tourner la page sur son rôle dans le deuxième tour des élections, alors que le même problème va se reposer lors des prochaines élections d'ici quelques mois. Elle recommence le même blabla sur les luttes qui, si elles sont suffisamment combatives, nous amèneraient comme par miracle à surmonter la bureaucratie syndicale sur la voie d'une grève générale pour faire reculer Macron.



Belle affiche, mauvaise blague. La grandiloquence des bureaucrates de gauche, qui ont mené eux-mêmes chaque lutte à la défaite, notamment celle pour les retraites, ne peut qu'alimenter le cynisme parmi les travailleurs.

L'heure n'est pas à des grandes journées d'action préparatoires à une grève générale. Ce qu'il s'agit de faire, c'est de reconstituer des forces, reconstruire les syndicats sur les lieux de travail en y menant des luttes défensives. Pour qu'elles aient des chances de gagner, cela exige tout d'abord d'avancer des revendications permettant l'unification des travailleurs, comme l'embauche au plein statut et à plein temps de tous les sous-traitants, intérimaires, CDD, etc., l'unification syndicale et le contrôle syndical sur l'embauche. Tout cela va de pair avec de véritables méthodes lutte de classe : caisse de grève préalable, de vrais piquets de grève pour décider les hésitants et dissuader physiquement les jaunes, etc. C'est ce genre de question qu'il faut poser dans les journées d'action pour qu'elles aient la moindre utilité pour les travailleurs, au lieu de servir comme aujourd'hui de prétexte aux bureaucrates pour dire qu'eux veulent lutter mais que les travailleurs ne se mobilisent malheureusement pas.

Cela n'a rien en soi de révolutionnaire, mais il faut pour y arriver une toute nouvelle direction dans les syndicats. Les bureaucrates en place aujourd'hui sont opposés à tout cela parce que c'est le contraire de comment ils voient leur propre rôle de « partenaires sociaux ». Nous appelons ceux qui nous écoutent à lutter sur leur propre lieu de travail pour ce genre de perspective, et c'est ainsi que nous allons jeter les premiers jalons d'un pôle révolutionnaire dans les syndicats et faire avancer la lutte pour le véritable parti révolutionnaire dont a besoin la classe ouvrière aujourd'hui de façon plus urgente que jamais. ■

Nétanyahou...

Suite de la page 1

considérées comme des menaces existentielles pour le projet sioniste d'Israël.

La droite sioniste voit aujourd'hui une occasion historique de porter un coup dévastateur à l'Iran. La population israélienne a été embrigadée depuis le 7 Octobre dans une frénésie génocidaire ; la réputation internationale d'Israël est déjà en lambeaux et les États-Unis promettent un soutien inconditionnel. Dans ce contexte, Nétanyahou pense qu'en intensifiant continuellement le conflit il peut soit obtenir une capitulation majeure de l'Iran et de ses alliés, soit entraîner les États-Unis dans une guerre directe avec la République islamique. Dans les deux cas, il espère assurer l'expansion sur les terres palestiniennes restantes sans rencontrer d'opposition, et la défense à long terme des frontières d'Israël.

Mais la question demeure : « Pourquoi personne ne peut arrêter Nétanyahou ? » Dans certains cas, la réponse est évidente. Peut-être que les États-Unis ne considèrent pas une guerre avec l'Iran comme souhaitable actuellement, mais c'est tout à fait secondaire par rapport à leur engagement à défendre Israël quoi qu'il arrive. Même si Biden n'était pas sénile, le manque de détermination politique à mettre fin à l'agression israélienne demeurerait. Quant aux gouvernements de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de la France, du Japon et d'autres « démocraties » avancées, ce sont des larbins déterminés à défendre l'ordre mondial américain même si cela conduit à la dévastation de leurs propres économies. Ils ne vont pas en faire toute une histoire.

Et les forces qui s'opposent à Israël, comme l'Iran ? Ou les millions de personnes qui manifestent contre le génocide à Gaza ? Pourquoi n'ont-elles pas été capables d'arrêter la spirale sanglante en Asie occidentale ? Là il faut regarder non seulement l'équilibre des forces militaires mais aussi les perspectives politiques des différentes oppositions à Nétanyahou. Comme on va le voir, la véritable raison pour laquelle son gouvernement n'a pas été stoppé, c'est que ses opposants n'ont pas de programme audacieux et cohérent pour vaincre le sionisme et se débarrasser de la domination impérialiste sur la région.

Le choix de l'ayatollah : Capitulation ou djihad ?

Il faut tout d'abord examiner l'Axe de la résistance mené par l'Iran, qui comprend le Hezbollah et les houthistes au Yémen. Contrairement à la plupart des autres régimes musulmans qui condamnent Israël en paroles tout en restant en pratique alignés sur les États-Unis, le régime iranien et ses alliés affrontent directement Israël, y compris en lançant des missiles sur son territoire. Cela dit, les démonstrations de force comme celle du 1er octobre ne prouvent pas que l'Axe de la résistance soit déterminé à lutter pour la libération de la Palestine, ni qu'il ait le moindre plan cohérent pour vaincre Israël ou, ce qui est plus important, les États-Unis. En vrai c'est tout le contraire.

La priorité absolue des dirigeants iraniens est de préserver le régime théocratique chiite. Depuis qu'il a été mis en place en renversant le shah, qui était une marionnette des États-Unis, le régime est en conflit permanent avec les intérêts impérialistes dans la région. En même temps, la nature théocratique et capitaliste du régime limite la capacité de l'Iran à repousser et à vaincre l'impérialisme en unissant les peuples d'Asie occidentale dans une lutte commune.

Les problèmes du régime commencent avec les Iraniens eux-mêmes : beaucoup d'entre eux détestent la vie sous le joug de la loi islamique et des mollahs. Les femmes en particulier se voient refuser les droits démocratiques les plus élémentaires, y compris celui de décider de leur tenue vestimentaire. L'Iran compte également différentes nationalités et groupes religieux qui subissent la répression et le déni de leurs droits nationaux. Ces tensions internes sont apparues au grand jour en 2022, lors de l'explosion sociale qui a suivi la mort en détention de Jina Amini.

Cette situation intérieure tendue signifie que toute menace provenant des impérialistes et d'Israël doit être mise en regard de la stabilisation du front intérieur, qui semble sous bien des aspects plus dangereux pour les religieux au pouvoir. Cela explique pourquoi, en plein génocide israélien à Gaza, l'ayatollah a permis à Massoud Pezeshkian de se présenter à l'élection présidentielle et de se faire élire sur un programme d'apaisement vis-à-vis de l'Occident. Ce n'était pas un revirement mais l'aboutissement logique de la doctrine proclamée de « patience stratégique » à l'égard d'Israël. L'aile réformatrice du régime pense que si elle peut éviter une confrontation directe avec Israël et obtenir des concessions économiques de la part de l'Occident, elle sera en mesure de réduire les tensions internes et d'assurer la stabilité du régime.

Les réformateurs sont conscients que le prix à payer pour ces concessions est de poignarder dans le dos les Palestiniens et leurs autres alliés. Fin septembre, alors même qu'Israël s'activait à décapiter le Hezbollah, le principal allié de l'Iran dans la région, le président Pezeshkian était à New York pour appeler à rouvrir les négociations sur le nucléaire de 2015. La choquante inaction face à l'agression israélienne contre le Liban a été justifiée ainsi par un membre du régime cité dans le *Financial Times* (26 septembre) : « *inévitablement, certaines questions importantes sont mises de côté au profit de questions plus urgentes, au moins temporairement. C'est le prix à payer lorsqu'on ajuste son approche dans une bataille* ».

Il y a bien entendu une autre aile de la classe dirigeante, les « partisans de la ligne dure », qui veulent imposer un ordre religieux plus draconien à l'intérieur du pays et mener une politique plus conflictuelle à l'égard d'Israël. Il est en effet possible que, dans une longue guerre d'usure avec Israël et les États-Unis, l'Iran sorte vainqueur. Mais le prix à payer serait terrible et le régime courrait de grands risques.

Les États-Unis et Israël sont bien sûr très puissants sur le plan militaire. Mais de plus l'effort de guerre de l'Iran serait entravé par son caractère religieux. Compte tenu de la nature de la République islamique, toute guerre serait largement fondée sur le confessionnalisme chiite. Il est impossible sur une telle base d'unir les peuples de toute la région contre l'impérialisme et le sionisme. Une telle guerre serait un repoussoir pour une grande partie de l'Asie occidentale et permettrait à l'ennemi – et aux régimes sunnites hostiles aux chiites – de fomenter des conflits religieux et nationaux entre les différents groupes opprimés. Cette considération rend une guerre avec Israël beaucoup plus coûteuse et son issue beaucoup plus incertaine pour les religieux au pouvoir.

Le Liban illustre bien ce problème. Les colonialistes français ont sciemment construit le Liban selon des lignes de fracture confessionnelles afin de dresser les différents groupes religieux les uns contre les autres et de maintenir leur domination. Mais au lieu de surmonter ces divisions et de s'efforcer d'unir les sunnites, les chiites et les chrétiens contre l'impérialisme et Israël, l'Iran a concentré ses efforts sur la construction du Hezbollah, une milice basée sur la communauté chiite. Cela signifie que dans tout conflit avec Israël, le Hezbollah doit non seulement affronter l'ennemi extérieur mais aussi équilibrer ses relations avec les autres groupes religieux au Liban. Cette considération est certainement un facteur important dans la retenue du Hezbollah depuis le 7 Octobre.

Il est clair que ni le Hezbollah ni l'Iran n'ont confiance dans leur capacité à affronter Israël à l'heure actuelle. Ces dernières semaines, Nétanyahou a su exploiter l'indécision et le flottement de ses adversaires avec un effet dévastateur. Israël a réussi à décapiter la direction du Hezbollah et a montré au grand jour que l'Iran n'est pas un allié fiable. Face à l'humiliation, le régime iranien a finalement réagi en tirant une salve de 180 missiles balistiques sur Israël. L'initiative est maintenant de nouveau entre les mains d'Israël, qui décidera s'il souhaite poursuivre l'escalade dans le conflit.

Il faut garder à l'esprit qu'il n'est pas du tout certain qu'une guerre totale au Moyen-Orient renforcerait la position des États-Unis et d'Israël – en fait, c'est tout à fait le contraire qui est probable. Cela dit, pour faire avancer la libération palestinienne et l'émancipation de la classe ouvrière, il ne faut pas compter sur l'Axe de la résistance. Ce qu'il faut au contraire, c'est un programme qui soit intransigeant dans son opposition à l'impérialisme et qui puisse unir les peuples du Moyen-Orient. Les piliers d'un tel programme doivent être les suivants :

- ***Défense de Gaza, de la Cisjordanie, du Yémen, du Liban et de l'Iran contre les attaques sionistes et impérialistes !***
- ***Libération nationale de la Palestine et reconnaissance des pleins droits nationaux, y compris l'autodétermination pour toutes les nations !***
- ***Pas de religion d'État, pas d'imposition du voile !***
- ***Nationalisation des biens des impérialistes et de leurs valets locaux !***

Le sionisme libéral : Réactionnaire et impuissant

Même si les idéologues de l'Axe de la résistance prennent leurs désirs pour des réalités, Israël n'est pas un tigre de papier. Il ne s'effondrera pas si sa version des choses est démystifiée ou s'il subit des coups, même sévères, sur le plan économique. Les deux piliers de la force d'Israël sont le soutien qu'il reçoit des États-Unis et l'existence d'une nation juive consolidée sur le territoire de la Palestine. Cela signifie que même s'il était possible d'infliger à Israël une défaite militaire désastreuse qui remettrait en question son existence même, il ne fait aucun doute que les sionistes seraient en mesure d'infliger des destructions catastrophiques et qu'une grande partie de la population israélienne se battrait jusqu'au bout pour son existence nationale. La confrontation militaire avec l'ensemble de la nation israélienne garantit une résistance et une destruction maximales. C'est pourquoi, si l'on veut sérieusement la libération palestinienne, il faut avoir une stratégie visant à saper l'unité nationale d'Israël et à détacher du sionisme une partie importante de la population.

Ces dernières années ont montré qu'il existe effectivement d'importantes fissures au sein d'Israël. Ces tensions intérieures reflètent le glissement inexorable du pays vers une théocratie militarisée totalitaire, même pour les Juifs. Cette trajectoire montre qu'une société fondée sur l'oppression nationale non seulement avilit les opprimés – en l'occurrence les Palestiniens – mais entraîne aussi la nation oppressive dans la barbarie.

Les manifestations de masse de 2023 contre la réforme judiciaire antidémocratique de Nétanyahou et les manifestations plus récentes exigeant un cessez-le-feu pour libérer les otages à Gaza étaient des mouvements basés sur l'aile libérale de la classe dirigeante sioniste. Ce pôle de la société israélienne s'oppose aux aspects les plus belliqueux et théocratiques de la politique gouvernementale, tout en étant pleinement dévoué au sionisme, c'est-à-dire l'oppression nationale des Palestiniens. Cela confère au sionisme libéral un caractère réactionnaire. Cela signifie également qu'il est totalement impuissant face à l'aile droite de la société israélienne.

La logique du sionisme est telle que la fraction de la classe dirigeante qui est la plus enragée et qui cherche le plus la confrontation sera toujours plus conséquente que ceux qui se drapent dans de grands idéaux tout en continuant à défendre le crime historique de la dépossession des Palestiniens. La faillite des mouvements sionistes libéraux est clairement démontrée par le fait qu'ils s'évaporent dès que la défense nationale d'Israël est posée de manière un tant soit peu sérieuse. Après le 7 Octobre, certains des plus fervents opposants de Nétanyahou se sont empressés de rejoindre son gouvernement d'unité nationale. Et à la suite des offensives israéliennes contre le Liban, le mouvement pour la libération des otages s'est employé immédiatement à se démobiliser. Le fait est qu'il ne peut y avoir d'opposi-

tion sérieuse à la bande de fanatiques de Nétanyahou sans rompre politiquement avec le sionisme et défendre la libération palestinienne.

Il existe bien en Israël des forces, petites, qui s'opposent à l'oppression palestinienne. Cependant, même si elles sont en butte à une répression intense, elles n'affrontent pas l'obstacle que représente le sionisme libéral. Dans le cas de groupes comme l'Internationalist Socialist League (affiliée au CCRI – Courant communiste révolutionnaire international), ils soutiennent que, parce qu'Israël est un État colonial de peuplement, on ne peut pratiquement rien faire pour amener la classe ouvrière israélienne à rompre avec le sionisme. Pour eux, la tâche consiste simplement à faire preuve d'une solidarité libérale avec les Palestiniens sans chercher à influencer la société israélienne. Il y a ensuite des organisations comme Socialist Struggle (affiliée à l'ISA – International Socialist Alternative), qui applaudissent les mouvements sionistes libéraux. Par exemple, ils ont salué la grève générale d'une journée début septembre sans manifester aucune opposition au sionisme, et en mettant sous le tapis le fait qu'elle était organisée par une bureaucratie syndicale entièrement acquise à l'oppression nationale des Palestiniens. Dans les deux cas, il y a un refus ou une incapacité de confronter les croyances sionistes profondément enracinées chez les travailleurs.

Pour faire éclater le bloc que constitue la société israélienne, il est essentiel d'aller au-delà des idées que les gens ont dans le crâne et d'examiner les intérêts matériels des différentes classes. Si Israël bénéficie d'un niveau de vie plus élevé en raison de son rôle de gros bras des impérialistes dans la région, les conditions de vie des travailleurs israéliens – y compris des travailleurs juifs – ne sont pas bonnes. L'oppression des Palestiniens ne profite pas aux travailleurs juifs : elle les tire vers le bas en les rendant impuissants à défendre leurs propres intérêts face aux patrons et à la bourgeoisie patriotes. Elle les transforme également en agents de l'oppression barbare des Palestiniens, ce qui met leur vie et celle de leur famille en danger et avilit leur propre humanité.

La clé pour débloquer ces contradictions consiste à saper le sionisme avec un programme dirigé à la fois contre son aile droite *et* contre son aile libérale.

- ***Pleins droits démocratiques pour tous les Palestiniens, du fleuve à la mer – les travailleurs israéliens ne seront jamais libres tant que les Palestiniens seront opprimés.***
- ***Rupture du lien avec les États-Unis – servir d'agents de l'impérialisme n'apportera jamais la sécurité.***
- ***Redistribution des terres et des richesses capitalistes aux travailleurs et aux Palestiniens.***

Hara-kiri pour Harris

Pour arrêter l'offensive israélienne, il est essentiel de stopper l'afflux d'armes en provenance de l'Occident, principalement des États-Unis. Il y a eu depuis un an d'innombrables manifestations propalestiniennes et même un mouvement étudiant éphémère mais combatif contre le génocide à Gaza. Toutefois, ces dernières semaines, le mouvement aux États-Unis s'est en grande partie liquidé afin de ne pas nuire aux perspectives électorales de Kamala Harris, dont tout le monde sait qu'elle est engagée à fond dans la défense d'Israël.

Rien n'illustre mieux l'impasse actuelle que le minable mouvement des « non-engagés ». Il y a quelques mois ce mouvement encourageait les électeurs aux primaires du Parti démocrate à inscrire la mention « non engagé » sur leur bulletin de vote comme tactique pour faire pression sur la direction du parti. Bien que des milliers de personnes aient suivi l'appel du mouvement, celui-ci n'a, comme on pouvait s'y attendre, rien obtenu et il a été jeté au caniveau par les démocrates, qui ont même rejeté la revendication pathétique du mouvement d'autoriser ne serait-ce qu'un orateur palestinien – quel qu'il soit – à s'adresser à la convention démocrate de Chicago. Aujourd'hui, après avoir rampé pendant des semaines sans aucun résultat malgré ses efforts, le mouvement non engagé a refusé de soutenir Harris, préconisant au lieu de cela de voter contre Trump… mais pas pour un troisième parti – c'est-à-dire de voter pour Harris.

Ce spectacle lamentable, applaudi à chaque étape par la majorité de la gauche, explique en grande partie pourquoi le mouvement palestinien en Occident a été si inefficace pour arracher la moindre concession, et encore moins pour stopper les livraisons d'armes. Au lieu de construire une opposition de la classe ouvrière aux deux partis de l'impérialisme américain, qui se battent pour paraître chacun plus sioniste que l'autre, le mouvement a cherché à tirer le Parti démocrate du côté de la Palestine. L'absurdité de cette stratégie est démontrée par le fait que même la députée américaine d'origine palestinienne Rashida Tlaib, qui s'est attiré les foudres de l'ensemble des médias et de l'establishment américains, est restée dans le Parti démocrate malgré le soutien de celui-ci au génocide. Cela montre que ce n'est pas le mouvement palestinien qui a influencé le Parti démocrate mais que le mouvement s'est sacrifié pour les démocrates.

Par ailleurs, des dizaines de milliers de métallos de Boeing et de dockers de l'ILA – syndicat des dockers – sont en grève. Même si l'ILA a criminellement continué à charger les armes, les grèves ont certainement causé plus de perturbations pour les fabricants d'armes américains que toutes les occupations de campus réunies. Le problème est que le mouvement propalestinien est totalement incapable de faire la liaison avec ces travailleurs, dont beaucoup détestent l'establishment libéral jusqu'à la moelle et préféreraient voter pour Trump. Au mieux, les militants libéraux font la morale aux travailleurs en leur expliquant pourquoi ils devraient soutenir la Palestine ; au pire, ils traitent les travailleurs conservateurs avec mépris et les considèrent comme « faisant partie du problème ».

Ce que les libéraux ne comprennent pas, c'est le fait fondamental qu'il n'est pas dans l'intérêt des travailleurs américains d'expédier des missiles causant la mort et le chaos dans le monde entier. Ce sont les enfants des travailleurs américains qui seront les premiers à être envoyés pour tuer et se faire tuer pour les profits de l'impérialisme américain. De nombreux travailleurs savent instinctivement que l'augmentation de l'insécurité et de la précarité à laquelle ils sont confrontés dans leur vie quotidienne a beaucoup à voir avec les guerres incessantes de l'Amérique. Au lieu de s'aplatir devant le parti même qui commet le génocide et brise des grèves, et au lieu d'essayer de colporter des balivernes libérales à la classe ouvrière, le mouvement propalestinien doit chercher à lier la cause palestinienne à celle de l'émancipation de la classe ouvrière aux États-Unis mêmes.

- ***Arrêt des livraisons d'armes à Israël ! Les crimes américains à l'étranger seront commis aux dépens des travailleurs américains.***
- ***Pour la libération des noirs, pour la libération des Palestiniens !***
- ***Opposition aux démocrates et aux républicains ! Pour un parti ouvrier – votez PSL (Party for Socialism and Liberation) !***

Où sont les BRICS ?

Une alliance efficace est une alliance dont l'ensemble est plus fort que la somme de ses parties. Le bloc des BRICS+ est précisément l'inverse. Lorsqu'il s'agit de la Palestine, ou d'ailleurs de tout autre grand conflit géopolitique, il est absolument impotent. Le problème, c'est que chaque pays membre a des intérêts très différents et souvent contradictoires. Sur la question de la guerre à Gaza par exemple, un État membre, l'Iran, est en conflit direct avec Israël. Et ensuite il y a l'Inde, qui entretient des relations étroites avec Israël et qui est dirigée par un parti chauvin antimusulmans. Il est clair qu'en ce qui concerne la Palestine, les BRICS+ en tant que bloc ne joueront aucun rôle indépendant.

Et les autres grands pays qui composent ce bloc, comme la Russie et la Chine ? La Russie a fourni un certain soutien militaire à l'Iran, notamment des batteries de défense aérienne. Toutefois, la Russie semble plus désireuse d'éviter une escalade régionale que de faire avancer la cause de la libération de la Palestine. En fin de compte, malgré les clameurs contre un impérialisme russe, rien n'indique que la Russie tente de profiter de la situation pour repousser l'influence américaine hors de la région. La Russie se concentre au contraire sur terminer la guerre en Ukraine et conclure un accord avec les États-Unis concernant la future architecture de sécurité de l'Europe.

Et la Chine ? Sans doute un régime se réclamant du communisme ne manquerait pas d'apporter un soutien matériel à la résistance palestinienne, comme l'Union soviétique l'avait fait pour l'Organisation de libération de la Palestine. Hi hi ! À part des gestes vides et des platitudes pacifistes, le Parti communiste (PCC) n'a pas levé le petit doigt pour la cause palestinienne. Et ce, même si la libération de la Palestine et l'expulsion de la puissance américaine de l'Asie occidentale contribueraient grandement à réduire la menace que les États-Unis font peser sur la Chine en Asie orientale. Le PCC est trop occupé à s'acoquiner avec les pires autocrates du Golfe et les capitalistes israéliens pour accorder la moindre attention à l'anti-impérialisme et aux luttes de libération nationale, sans parler de la révolution prolétarienne mondiale.

De tous les pays fondateurs des BRICS, l'Afrique du Sud est probablement celui qui a le plus fait pour indiquer qu'il se tient moralement aux côtés de la Palestine. Il a porté plainte en grande pompe devant la CIJ contre Israël pour génocide. Le résultat ? Rien, bien sûr. La CIJ a pour seul but de cibler des dictateurs africains déchus et des ennemis des États-Unis. Cette démonstration de force vide de tout contenu avait beaucoup plus à voir avec requinquer Ramaphosa et le flanc gauche de l'ANC avant les récentes élections qu'avec un quelconque engagement sérieux en faveur de la libération de la Palestine. En fait, juste après les élections, le président Ramaphosa s'est précipité dans une coalition avec les héritiers du régime d'apartheid, des sionistes enragés. Ce n'est certainement pas de ce gouvernement que la Palestine recevra



une quelconque aide.

Cela signifie-t-il que la situation soit désespérée ? Loin de là. Il n'est pas nécessaire de faire l'éloge des BRICS pour admettre que l'emprise de l'Amérique sur le monde s'affaiblit. Des milliards de travailleurs et d'opprimés n'ont que la misère et la guerre à attendre des États-Unis et de leur ordre qui s'effondre. Une fois que l'on cesse de faire confiance aux régimes pourris qui concilient et soutiennent le statu quo, il devient évident qu'il existe un énorme potentiel pour unir les victimes de l'impérialisme américain dans le monde entier – de la Palestine au Mexique en passant par les Philippines et les États-Unis eux-mêmes.

- ***Pour un front anti-impérialiste contre Israël et les États-Unis !***
- ***Nationalisation de tous les actifs impérialistes et annulation des dettes !***
- ***Pas d'illusions dans les BRICS – Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !***

Et après ?

La situation est sombre. Chaque jour, davantage de Palestiniens sont tués par l'armée israélienne et des centaines de milliers d'entre eux sont confrontés à la famine et à la maladie. En Cisjordanie, de nouvelles terres palestiniennes sont volées. Israël montre aujourd'hui tous les signes de sa volonté de transformer le Liban en un nouveau Gaza et de bombarder l'Iran jusqu'à la soumission. Quant à savoir s'il y parviendra, c'est une autre affaire. Toutefois, si l'année écoulée a montré une chose, c'est qu'il n'y a pas de place pour l'optimisme béat. L'ONU, la communauté internationale, la CIJ, les BRICS, les régimes musulmans – aucun d'eux ne viendra à la rescousse des Palestiniens. Il est temps de faire face à la dure réalité et de tirer les leçons des résultats désastreux des douze derniers mois. Les dirigeants actuels de la résistance palestinienne ne sont pas à la hauteur de la tâche. Le mouvement propalestinien international non plus.

Les communistes et les socialistes ont peu d'influence dans le monde arabe, notamment parce qu'ils n'ont pas proposé jusqu'à présent de voie pour une véritable libération nationale (voir « Les marxistes et la Palestine : Cent ans d'échecs », *Spartacist* édition en anglais n° 69). Cependant, il devient chaque jour plus clair que les forces de l'islam politique n'ont pas non plus de réponse. Cela donne au mouvement ouvrier une ouverture pour se jeter dans la mêlée au côté des Palestiniens et proposer une alternative.

La tâche à accomplir est de fusionner à l'échelle internationale les luttes des travailleurs dans leur propre pays avec la lutte de libération palestinienne. Cela ne sera possible que si l'on lutte contre la voie faillie proposée par les bureaucrates syndicaux, les libéraux et les conciliateurs qui ont mené la danse jusqu'à présent. C'est la responsabilité urgente de tous les socialistes, militants de la classe ouvrière et activistes palestiniens de commencer à débattre et à organiser cette lutte pour en changer la trajectoire. Nous ne pouvons pas permettre que l'année prochaine soit comme la précédente. ■

Levée des inculpations de tous les militants pro-Palestine !

Depuis octobre 2023, des centaines de plaintes et d'enquêtes judiciaires ont ciblé les militants pro-Palestine en France. Il est dans l'intérêt des travailleurs de défendre ***tous*** ces militants ! Nous soulignons ci-dessous les cas de deux militants ciblés ces derniers mois :

- Imane Maarifi, infirmière qui est allée à Gaza avec une ONG pour y soigner les blessés, et qui a fait une présentation devant l'Assemblée nationale des atrocités dont elle a été témoin. Elle a été placée en garde à vue en septembre dernier pour avoir protesté contre la tenue du « salon de l'immobilier israélien » (où on met en vente des terres volées aux Palestiniens !) à Paris. Pour ces faits, elle est ciblée par une plainte pour « *menaces de mort en raison de l'ethnie ou de la religion* » !
- Elias d'Imzalène, militant musulman, a comparu le 23 octobre au tribunal sous l'accusation de « *provocation publique à la haine ou à la violence* » pour avoir appelé à « *l'intifada dans Paris* » lors d'une manif. Le délibéré de son procès est attendu le 19 décembre.

Une attaque contre un est une attaque contre tous ! Le Comité de défense sociale (CDDS), en collaboration avec la Ligue trotskyste de France, appelle les militants syndicaux et tous les partis et organisations de la gauche et les collectifs antiracistes à nous coordonner pour présenter un front de défense uni en soutien de ***tout un chacun*** qui serait visé par l'escalade répressive.

Si vous voulez faire un don pour la défense légale d'Elias d'Imzalène, visitez gofundme.com/f/soutenez-elias-dimzalene-pour-ses-frais-davocat. (Cette cagnotte n'est pas liée au CDDS.)

Le CDDS mène notamment des campagnes financières pour soutenir des grévistes, ceux qui luttent contre l'exploitation capitaliste, l'injustice raciste et les déprédations impérialistes.

Pour faire un don au CDDS, voir page 12

Palestine...

Suite de la page 12

On ne peut pas lutter contre l'impérialisme en acceptant le cadre du système impérialiste lui-même. Ceux qui veulent se battre pour la Palestine doivent abandonner toute illusion dans les gouvernements impérialistes « démocratiques » notamment de l'UE, ainsi que dans l'ONU – ce nid de brigands impérialistes – et les autres institutions de la « communauté internationale » comme la Cour pénale internationale. Ce qui était vrai à Gaza il y a un an reste vrai pour le Liban aujourd'hui : tout cessez-le-feu concocté par les impérialistes et leurs agences ne serait qu'une brève pause dans le massacre ; tout accord de paix parrainé par ces bandits n'aura pour conséquence que la perpétuation de l'oppression des Palestiniens et des Libanais par Israël et les impérialistes occidentaux. Ce n'est pas en suppliant Macron et les siens de changer de cap qu'on va aider les masses palestiniennes.

Il faut une stratégie ouvrière anti-impérialiste...

Dans le contexte de la crise de l'hégémonie américaine, l'impérialisme français décrépit se trouve le dos contre le mur, de plus en plus impuissant face aux défis de la situation mondiale nouvelle. Les anciens maîtres du Liban, de la Syrie et du Maghreb ne pèsent plus au Moyen-Orient et dans le monde arabe. Quels que soient les différends du gouvernement français avec Nétanyahou, il continuera à affirmer clairement que son soutien à Israël est inébranlable parce qu'il est objectivement dans l'intérêt de l'ensemble de la classe dirigeante.

La répression inouïe contre les manifs pro-Palestine, la campagne diffamatoire dépeignant Mélenchon en « antisémite » et visant toute voix qui ose dénoncer le massacre – aussi inoffensive soit-elle –, tout cela est l'expression de la défense hystérique de l'ordre impérialiste de la part des capitalistes français. Et cela va de pair avec l'oppression de la minorité musulmane ici. Les impérialistes n'abandonneront pas Israël à moins que leur position ne soit sérieusement menacée. Par conséquent, pour progresser, le mouvement pour la Palestine doit porter un coup significatif aux impérialistes. Cela ne se fera pas en essayant de redonner un vernis libéral humanitaire de façade à leurs agents dans les universités (les administrations) ou leurs représentants politiques. Cela nécessitera une confrontation de classe majeure, mais ce n'est pas du tout l'orientation du mouvement actuel.

Le mouvement ouvrier est la seule force capable de vaincre la politique meurtrière des impérialistes et de prendre de vraies mesures pour stopper le massacre en cours. Dans la situation actuelle de montée de la réaction, le mouvement ouvrier est en piteux état. Les travailleurs ont subi depuis 18 mois une série de lourdes défaites, notamment sur les retraites. La tâche centrale et urgente pour la gauche trotskyste est de commencer à construire des pôles révolutionnaires au sein des syndicats et du mouvement pro-Palestine, pour préparer les batailles à venir dans la période tumultueuse et pleine de défis qui s'annonce. Et cela sera possible uniquement sur la base d'un programme de lutte anti-impérialiste en rupture avec le mélenchonisme et toute autre variété de libéralisme.

Il ne fait aucun doute que les syndicats doivent agir concrètement pour arrêter les envois d'armes à Israël. Même si de nos jours la France ne compte pas pour grand-chose en ce qui concerne l'approvisionnement militaire des sionistes, c'est quand même une ligne rouge pour l'impérialisme français, que ni les bureaucrates ni Mélenchon n'osent franchir. Mais pour frapper les impérialistes là où ça fait le plus mal, il faut arrêter l'envoi d'armes à l'Ukraine aussi ! Tout cela va directement à l'encontre du programme de la CGT, de LFI et du NFP tout entier qui, dans cette guerre réactionnaire des deux côtés, soutiennent les efforts de l'OTAN et de l'UE pour asservir l'Ukraine, face aux oligarques russes qui veulent l'asservir eux-mêmes.

Il faut stopper le déploiement de navires français et de troupes françaises sous couvert « humanitaire ». Les syndicats doivent exiger le retrait de toutes les troupes françaises du Moyen-Orient, y compris des 650 « casques bleus » français à la frontière Sud du Liban, contrairement au programme de Mélenchon. Depuis des décennies, le but de ce contingent n'était que de surveiller le Hezbollah pour maintenir le statu quo impérialiste dans la région. L'état minable de la gauche française est tel que c'est Nétanyahou lui-même qui a demandé le départ de la Finul (dont les troupes françaises font partie), dans la mesure où il veut se charger lui-même de l'éradication du Hezbollah au Sud du Liban. N'en déplaise à Mélenchon, on voit aujourd'hui combien la Finul n'était pas là pour stopper les exactions sionistes.

Surtout, il faut lier la lutte contre le génocide au Moyen-Orient à la tâche centrale d'unifier la classe ouvrière en France comme une force de frappe contre la bourgeoisie, notamment en se battant contre l'oppression de la minorité musulmane. En s'appuyant sur cette division, la bourgeoisie maintient le mouvement ouvrier dans l'impuissance et rabaisse les conditions de vie et de travail de l'ensemble de la classe ouvrière. Il faut rompre avec le républicanisme de gauche qui prône un rôle « civilisateur » de l'impérialisme français et de la « laïcité républicaine » dirigée entièrement contre la minorité musulmane. Il faut exiger en particulier l'abrogation de la loi de 2004 interdisant le voile, ainsi que l'interdiction de l'abaya. Il faut se battre pour la levée de

toutes les poursuites pour antisémitisme ou apologie du terrorisme contre les militants pro-Palestine.

... en rupture avec le mélenchonisme !

Or, le mouvement propalestinien ne va pas du tout dans cette direction. Il n'y a pas eu de rupture avec les forces de l'impérialisme ni de lutte contre elles. Au lieu de cela, le mouvement propalestinien se tourne massivement vers les institutions de l'impérialisme et les partis qui le soutiennent. Bien que de nombreux militants se considèrent subjectivement comme « anti-impérialistes », le mouvement n'a pas cherché à provoquer une crise de l'impérialisme. En pratique, il s'est plutôt efforcé de restaurer la façade libérale en décomposition de l'impérialisme.

La popularité de Mélenchon notamment dans les quartiers du pays et parmi la jeunesse antiraciste vient du fait que, de pair avec ses dénonciations de la terreur policière et de l'islamophobie en France, il s'est érigé en principale figure de l'opposition au génocide sioniste. Et c'est cela qui lui a valu d'être écarté, à son corps défendant, de l'arc républicain. Mais, si les mélenchonistes ont franchi certaines lignes rouges de la bourgeoisie, leur rôle, de concert avec les bureaucrates syndicaux, a été d'enfermer le mouvement dans un cadre impuissant d'appels à l'ONU, de promouvoir une intervention indépendante des Américains et plus active de la part de l'impérialisme français dans un but soi-disant pacificateur. Mélenchon n'ira jamais plus loin que cela parce que la libération nationale palestinienne mettrait en cause le rôle de l'impérialisme français lui-même, et tout le programme de Mélenchon cherche à renforcer la compétitivité du capitalisme français face à ses rivaux et lui redonner sa place de jadis dans le monde.

Au printemps dernier il y a eu une brève éclosion de lutte étudiante pour Gaza qui a pris pour modèle les occupations d'universités aux États-Unis. Les étudiants ont certes montré beaucoup de courage face à la répression immédiate et brutale. Mais leur perspective libérale exigeant la rupture des relations entre les universités françaises et les institutions israéliennes, ainsi que la campagne Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) contre Israël a bientôt conduit le mouvement à l'impasse. La stratégie BDS dépend tout simplement du pouvoir d'achat des consommateurs, de l'opinion publique et des institutions de l'impérialisme. Ce n'est pas par hasard que Rima Hassan et Louis Boyard ont été omniprésents dans ces protestations, coïncidant avec la campagne de LFI pour les élections européennes.

Plusieurs collectifs pro-Palestine et associations antiracistes ont promu des « actions de *phoning* » (noyer d'appels, e-mails, etc., les responsables des institutions ou des entreprises ciblées) cherchant à exclure Israël des Jeux olympiques ou d'empêcher la livraison de carburant à Tsahal. Ainsi, le but de toutes ces protestations n'était pas de créer une crise qui pourrait déclencher des actions ouvrières contre le génocide, de mobiliser la minorité opprimée musulmane des quartiers partout en France, mais de… moraliser les administrations universitaires, les PDG des grosses entreprises et les représentants politiques de l'impérialisme français. Le républicanisme de gauche mélenchoniste et le libéralisme BDS des collectifs universitaires et pro-Palestine, parfaitement complémentaires entre eux, ont conduit à la démoralisation et l'essoufflement du mouvement.

Le comble était peut-être la déclamation de Mélenchon lors de la manifestation parisienne du 5 octobre que le soutien de Macron à Nétanyahou était une atteinte… à la laïcité. Il ne pouvait mieux souligner que son allégeance va en dernier ressort aux « valeurs de la République » impérialiste et non à la cause des musulmans des quartiers opprimés et pourchassés au nom de la « laïcité ». C'est ce grand écart (toujours résolu du côté de l'impérialisme français) qui fait que Mélenchon en réalité ***paralyse la lutte*** pour la Palestine ***et*** celle pour les quartiers.

Où est l'extrême gauche ?

La gauche trotskyste a refusé de jouer le moindre rôle pour pousser en avant le mouvement à travers la rupture avec le libéralisme. Prenons le cas de Lutte ouvrière : bien qu'ils s'opposent aux bombardements israéliens sur Gaza, ils dénoncent au fond la lutte de libération palestinienne comme une cause nationaliste réactionnaire. Ainsi, LO écrivait récemment (*Lutte de classe*, septembre 2024) :

> « Aux perspectives étroitement nationalistes d'une petite bourgeoisie palestinienne qui revendique d'avoir dans le Moyen-Orient dominé par l'impérialisme la petite place que celui-ci voudra bien lui reconnaître, les révolutionnaires doivent opposer celles de la lutte du prolétariat, dans la région et à l'échelle internationale, pour renverser l'impérialisme. »

Mais toute véritable lutte anti-impérialiste dans la région doit avoir comme point de départ les aspirations nationales des Palestiniens ! L'opposition que fait LO entre la libération nationale palestinienne et « la lutte du prolétariat pour renverser l'impérialisme » n'est qu'une supercherie sectaire. L'essence même de la révolution permanente trotskyste consiste à fusionner les luttes de libération nationale et la lutte pour le renversement de la bourgeoisie par le prolétariat. En refusant de faire de la libération palestinienne le levier fondamental de la révolution socialiste, LO fait obstacle à celle-ci, la renvoyant à un futur indéterminé.

Le rôle des révolutionnaires n'est pas de répéter *ad nauseam* des vérités abstraites telles que la nécessité de la révolution socialiste et d'un parti révolutionnaire, mais d'intervenir dans les luttes vivantes des travailleurs et des opprimés pour montrer une voie en avant vers ces buts ***à chaque étape*** de la lutte de classe. Avec quelques milliers de militants et une implantation significative dans la classe ouvrière, LO serait bien placée pour jouer un rôle important dans la construction de pôles révolutionnaires d'opposition dans les syndicats – l'embryon du parti communiste révolutionnaire que LO appelle de ses vœux. Au lieu d'agir en conséquence, elle choisit de théoriser sa propre futilité en insistant, que ce soit par rapport au génocide en Palestine ou aux législatives en France, qu'elle n'a pas le moindre poids pour influencer les événements ! Cela ne découle ni d'une fausse modestie ni d'un examen réaliste de l'état de ses propres troupes ; il s'agit d'une capitulation devant la bureaucratie syndicale et le mélenchonisme par le refus de mener une lutte politique frontale contre eux, même si une telle lutte serait limitée par la disparité des forces.

Le NPA-R semble osciller entre la simple solidarité libérale (« *C'est l'humanité qu'ils assassinent – Travailleurs de tous les pays : Solidarité Palestine !* », disait la banderole principale du NPA-R le 5 octobre) et la même ligne économiste et sectaire que LO. Lors de leur meeting sur la Palestine le 18 octobre, les camarades du NPA-R ont soulevé correctement la nécessité de briser l'unité nationale qui enchaîne les travailleurs juifs israéliens à leurs gouvernants. Mais leur refus de placer la libération palestinienne au centre d'une telle perspective réduit le NPA-R aux mêmes platitudes économistes que celles de LO.

Ainsi, le NPA-R écrivait en novembre 2023 que, au lieu du « terrain nationaliste » de « *"Un territoire, deux peuples" avec frontières pour enfermer les peuples, et un État pour les contrôler, quand ce n'est pas les museler* », il faudrait « *poser les problèmes en termes de classe et d'internationalisme* » de la façon suivante :

> « [Les travailleurs israéliens] sont des travailleurs et, comme tels, ils sont contraints d'engager tôt ou tard le fer contre leurs exploiteurs. Et c'est là qu'ils pourraient se retrouver aux côtés des travailleurs arabes israéliens, chrétiens israéliens et palestiniens. Car il faudra des luttes communes contre un ennemi commun pour commencer à combler le fossé entre Israéliens et Palestiniens. »
>
> – « Israël-Palestine : quelles perspectives ? »

Bien au contraire, l'unité ouvrière contre les patrons capitalistes ne sera ***jamais*** une réalité sans un combat conséquent contre l'oppression nationale des Palestiniens, pour la simple raison que c'est précisément ***l'oppression sioniste des Palestiniens*** qui divise les travailleurs juifs et arabes et entrave même leur lutte économique. Il faut prendre le taureau par les cornes en luttant pour faire comprendre aux travailleurs juifs qu'il est ***dans leur intérêt*** de lutter pour la libération palestinienne.

En dernière analyse, le déni de la question nationale par le NPA-R et LO représente une adaptation au statu quo impérialiste que leurs militants voudraient sans le moindre doute combattre. En outre, ce sectarisme abandonne, dans les faits, le champ de bataille politique face à l'influence des nationalistes arabes, des mélenchonistes et des libéraux du type BDS sur le mouvement.

Les centristes de Révolution permanente (RP) jouent un rôle particulièrement cynique. Ils critiquent certes les mélenchonistes, signalant, quoique de façon plutôt timorée, les « *limites d'une position qui repeint aux couleurs du soutien à l'auto-détermination de la Palestine des positions historiques de l'État français guidées par la défense de ses intérêts impérialistes* » (« LFI, la "tradition diplomatique française" et la libération de la Palestine », décembre 2023). Mais RP refuse toute conclusion pratique, c'est-à-dire la nécessité d'une ***rupture*** avec le républicanisme de gauche mélenchoniste et de se battre pour une direction trotskyste du mouvement pro-Palestine.

RP a clairement mis LO sur la défensive, polémiquant assez correctement contre le déni de la question nationale par cette dernière. RP a écrit contre LO en juin dernier :

> « la seule façon de se préparer pour affronter, en Palestine, les courants nationalistes bourgeois […] c'est précisément en se situant, inconditionnellement, dans le camp militaire de la résistance. Encore une fois, non pas pour soutenir ses directions, mais pour disputer leur influence et défendre une stratégie révolutionnaire qui seule peut permettre de résoudre la question nationale, en constituant une fraction qui défende un programme et une stratégie révolutionnaire en toute indépendance de classe. »
>
> – « À nouveau sur Lutte ouvrière, la Palestine et la question nationale »

C'est tout à fait exact ! Mais, est-ce que quelqu'un a jamais vu RP même essayer timidement de constituer une telle « fraction révolutionnaire » au sein du mouvement pro-Palestine pour « disputer l'influence de ses dirigeants » lors des manifs et rassemblements ?

Prenons leur cortège lors de la manif parisienne du 8 septembre. Sur l'Internet, RP critique très correctement la stérilité de la banderole récurrente de LO lors des manifs pro-Palestine, « *Contre l'impérialisme et ses manœuvres, contre Netanyahou et le Hamas, prolétaires de France, de Palestine, d'Israël… unissons-nous !* ». Celle de RP, par contre, disait : « *Stop au génocide. Stop complicité militaire, économique, universitaire* » (ou, le 5 octobre, « *Soutenir la Palestine n'est pas un crime* »). Ces mots d'ordre ne vont « contester l'influence » de ***personne*** : ils sont conçus pour se ***liquider*** dans le mouvement libéral petit-bourgeois BDS sans présenter ***aucune*** perspective de classe prolétarienne anti-impérialiste, ni donc le moindre défi à l'influence de Mélenchon ou à celle du Hamas ou du Hezbollah. En outre, la plus grande partie de l'activité de RP consiste à lancer des appels creux à « *continuer à informer sur le génocide* » et « *poursuivre et amplifier les actions* ».

C'est parce que le mélenchonisme paralyse chaque lutte des travailleurs et des opprimés que la tâche centrale des communistes est de mettre en avant la nécessité d'une rupture avec lui, et cela a été le principe directeur de l'intervention de la LTF dans le mouvement propalestinien depuis le 7 Octobre. Nous avons cherché à montrer qu'il faut une direction communiste pour faire avancer concrètement le mouvement. Le génocide sioniste va continuer tant qu'il n'y aura pas un véritable défi du mouvement ouvrier à l'ordre impérialiste qui l'arme jusqu'aux dents. Faire un bilan sérieux du mouvement jusqu'ici, en France et ailleurs, est le premier pas vers l'organisation d'une riposte prolétarienne. ■



Anti-impérialisme ou mélenchonisme, il faut choisir

Le mouvement pro-Palestine dans l'impasse

8 octobre – Après un an, presque jour pour jour, de bombardements et d'offensives terrestres, Gaza est en ruines. Les sionistes continuent à chasser les Palestiniens de Cisjordanie. Les attaques de l'armée israélienne au Liban ont déjà causé plus de 2 000 morts et le Hezbollah a été décapité par Tsahal et le Mossad, qui ont aussi ciblé le Front populaire de libération de la Palestine. Israël se rapproche de plus en plus de l'objectif des sionistes : chasser les Palestiniens de toute la Palestine, du Jourdain jusqu'à la mer.

Les mobilisations qui se sont multipliées partout dans le monde après l'offensive déclenchée par le Hamas le 7 octobre 2023 n'ont pas eu le moindre impact pour arrêter le génocide. En France, où le mouvement n'a jamais atteint l'ampleur massive qu'il a eue aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, même si les manifs continuent, elles se sont pratiquement essoufflées. Il y avait moins de 10 000 personnes dans la rue le 5 octobre à Paris pour commémorer un an de génocide, avec déjà probablement plus de 100 000 morts. Nous avons ici un mouvement ouvrier historiquement propalestinien et la minorité musulmane la plus grande d'Europe, une couche opprimée qui s'identifie certes avec les Palestiniens ; les quartiers du pays se sont en effet mobilisés surtout au début du mouvement. Comment alors expliquer cet échec ? C'est le programme républicain de gauche de la direction du mouvement, composée essentiellement des mélenchonistes, qui l'a conduit à l'impasse.

Face à cette catastrophe, les organisations de l'extrême gauche qui se sont mobilisées depuis un an pour Gaza refusent de faire le moindre bilan sérieux du mouvement. Que ce soit en Palestine ou ici en France, elles sont surtout incapables de montrer une voie en avant vers la libération palestinienne.

Israël : Avant-poste de l'ordre impérialiste chancelant

L'existence de l'État sioniste repose sur l'oppression brutale et la dépossession du peuple palestinien, et il doit être détruit pour parvenir à la libération des Palestiniens. Ce n'est pas chose facile car l'État israélien est soutenu par le mastodonte impérialiste américain qui cherche à maintenir sa botte fermement plantée dans la région. Quant à l'impérialisme français, dont l'état de pourrissement avancé se manifeste plus dramatiquement chaque jour, il s'accroche à l'ordre mondial américain comme un naufragé à une planche de bois.

L'avant-poste israélien des impérialistes sert de dépôt d'armes et de rempart contre les forces et les régimes du Moyen-Orient hostiles à l'ordre mondial actuel. La question au cœur de la lutte palestinienne n'est pas une bataille morale du « bien contre le mal », mais un conflit entre les intérêts des impérialistes occidentaux qui dominent le globe, et ceux des travailleurs et des opprimés du monde entier. Le peuple palestinien n'est pas le seul à avoir un intérêt matériel objectif à contrecarrer les machinations génocidaires des impérialistes dans la région. Toutes les victimes des impérialistes français ici même – les travailleurs, les minorités arabes et noires, etc. – ont un intérêt objectif à affaiblir la position de leurs oppresseurs communs. Pour porter le coup nécessaire, il ne suffit pas de manifester le week-end contre le génocide, ni de se « pavoiser aux couleurs de la Palestine et du Liban », comme le prône Mélenchon. Il faut un programme, une stratégie et une direction capables d'unir la masse des travailleurs et des opprimés sur la base de leur intérêt commun à vaincre l'ennemi – il faut un mouvement communiste.

Suite page 10

Libération immédiate de tous les militants kanak !

Just One Kanaky

Manifestation contre le dégel du corps électoral à Nouméa, avril dernier.

Depuis l'éclatement en mai dernier de la révolte des Kanak, centrée sur la jeunesse, contre le dégel du corps électoral qui rendrait les Kanak minoritaires chez eux, près d'une quinzaine de militants ont été tués par les flics français et les milices loyalistes, et des centaines ont été incarcérés. Sept d'entre eux ont été embarqués vers l'Hexagone, où ils restent en prison à 17 000 km de leur pays et de leur famille.

La lutte du peuple kanak pour sa libération du joug colonial est dans l'intérêt de tous les travailleurs ici et dans le reste des colonies de l'impérialisme français décrépit. Chaque coup porté aux impérialistes français en Kanaky renforcerait la position de la classe ouvrière dans l'Hexagone pour se battre pour de meilleures conditions de vie et de travail. Chaque coup asséné par les Kanak à nos exploiteurs aide la lutte de la minorité musulmane ici contre les conditions d'oppression et de ségrégation qu'elle subit, ainsi que la lutte des masses martiniquaises qui aujourd'hui se battent contre la vie chère et l'oppression raciste. Une Kanaky libre et socialiste donnerait une immense impulsion à la lutte de classe en France et à la lutte des masses antillaises dont le combat, pour arriver à une véritable libération, doit lui aussi déboucher sur l'indépendance et le socialisme.

La solidarité avec le peuple kanak ne doit pas rester au niveau de belles paroles – il faut la rendre concrète ! Le Comité de défense sociale appelle les militants syndicaux, de la gauche et la jeunesse antiraciste à contribuer financièrement à la défense des militants kanak emprisonnés ! ■

Chaque euro compte ! Envoyez vos dons au CDDS !

Par virement	IBAN : FR57 2004 1000 0101 4292 5J02 089 BIC : PSSTFRPPPAR
Par chèque	à l'ordre du CDDS, avec la mention « Kanaky » CDDS, BP 10236, 75464 Paris Cedex 10

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.